



Hiver 2021/2022

# Tendances conjoncturelles

## Encadrés

Conséquences des difficultés d'approvisionnement pour la Suisse et la zone euro

Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse

## Thème spécial

Les effets du Covid-19 sur le marché du travail en Suisse





## **Clôture de la rédaction**

Thème spécial : 08.10.2021

Situation de l'économie suisse : 23.11.2021

Autres chapitres : 01.12.2021

## **Impressum**

Les Tendances conjoncturelles sont publiées quatre fois par an sur Internet en format PDF et annexées à la revue La Vie économique. La version originale est rédigée en langue allemande (Konjunkturtendenzen).

ISSN 1661-349X

SECO

Secrétariat d'État à l'économie

Direction de la politique économique

Holzikofenweg 36

3003 Berne

tél. 058 462 42 27

fax 058 463 50 01

[www.seco.admin.ch/tendances-conjoncturelles](http://www.seco.admin.ch/tendances-conjoncturelles)

[www.seco.admin.ch/konjunkturtendenzen](http://www.seco.admin.ch/konjunkturtendenzen)

## **Rédaction**

Fischer Sarah

Indergand Ronald

Kemeny Felicitas

Neuwirth Stefan

Pochon Vincent

Ragni Thomas

Schmidt Caroline

Speiser Amélie

Wagenbach Martin

Wegmüller Philipp

Widmer Simon

---

## Situation de l'économie suisse

### Aperçu

La reprise de l'économie intérieure s'est poursuivie avec vigueur au 3<sup>e</sup> trimestre suite à l'assouplissement général, jusqu'au milieu de l'année, des mesures de lutte contre le coronavirus. Le PIB a sensiblement dépassé son niveau d'avant la crise.

→ page 1

### Produit intérieur brut

Au 3<sup>e</sup> trimestre, le PIB a augmenté de 1,7 % (1,5 % corrigé des événements sportifs). L'hôtellerie-restauration et les secteurs des loisirs et de la culture ont fortement contribué à cette croissance.

→ page 2

### Marché du travail

Le taux de chômage est tombé à 2,7 % fin octobre, les deux tiers de la hausse due à la crise étant ainsi effacés.

→ page 14

### Prix

Toujours en hausse, l'inflation a atteint 1,2 % en octobre, un taux supérieur à la moyenne suisse.

→ page 16

---

## Prévisions conjoncturelles

### Prévisions pour la Suisse

Des difficultés d'approvisionnement freinent globalement l'industrie et l'incertitude liée à la pandémie a connu récemment une nette poussée. Pour le semestre d'hiver 2021/2022, le Groupe d'experts de la Confédération s'attend à un net ralentissement de la croissance économique. La conjoncture devrait se redresser au cours de l'année 2022. Pour l'ensemble de l'année 2022, il faut s'attendre à une croissance bien plus forte que la moyenne (3 %), suivie d'une normalisation conjoncturelle et d'une croissance de 2 % en 2023.

→ page 19

### Risques

L'incertitude est actuellement très élevée et les risques s'inscrivent nettement à la baisse. Les risques, en particulier ceux liés à la pandémie, se sont nettement accentués.

→ page 21

---

## Environnement international et monétaire

### Économie mondiale

L'économie mondiale a globalement perdu de son élan au 3<sup>e</sup> trimestre. Aux États-Unis, la croissance s'est nettement ralentie, freinée notamment par la faible progression de la consommation. En Chine, les pénuries d'énergie, les problèmes du secteur immobilier et les mesures de confinement ont pesé sur l'économie. Par contre, la zone euro a maintenu sa croissance du trimestre précédent : l'assouplissement des mesures sanitaires a fortement stimulé le secteur des services.

→ page 23

### Cadre monétaire

Le renchérissement de la consommation s'est poursuivi au niveau international, essentiellement à cause des prix de l'énergie. La politique monétaire des principaux pays industrialisés reste expansionniste et presque inchangée. Les marchés financiers ont évolué de manière inégale. Le franc suisse s'est légèrement apprécié par rapport à l'euro, mais pas vis-à-vis du dollar américain.

→ page 27

### Encadré : Conséquences des difficultés d'approvisionnement pour la Suisse et la zone euro

Une grande partie des entreprises industrielles indiquent que leur production est limitée par le manque de matières premières et de biens intermédiaires. La construction automobile est particulièrement touchée. Les difficultés d'approvisionnement risquent de durer encore un certain temps. Les compagnies maritimes estiment que les dysfonctionnements dans le transport maritime de conteneurs ne seront pas complètement résorbés avant un an.

→ Page 11

### Encadré : Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse

Actuellement, les anticipations d'inflation à long terme semblent toujours bien ancrées au niveau international. En Suisse, aucun signe de spirale inflationniste n'est perceptible. Dans l'ensemble, les risques d'inflation ont également augmenté en Suisse, mais en partant d'un niveau très bas.

→ Page 17

### Thème spécial : Les effets du Covid-19 sur le marché du travail en Suisse

Les conséquences négatives de la pandémie de coronavirus sur le marché du travail ont pu être considérablement atténuées grâce aux mesures de stabilisation prises.

→ Page 30

# Situation de l'économie suisse

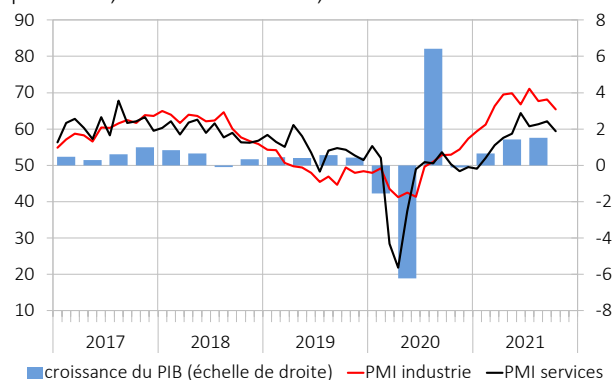
## Aperçu

Jusqu'à l'été, la plupart des mesures de police sanitaire restrictives ont été levées ou nettement assouplies. Partant d'un niveau bas, les chiffres d'affaires dans les services concernés ont enregistré une forte hausse, notamment dans la restauration et le secteur du divertissement ; l'économie intérieure a poursuivi sa reprise. Le PIB corrigé des grands événements sportifs a augmenté de 1,6 % au 2<sup>e</sup> trimestre, puis de 1,5 % au 3<sup>e</sup> trimestre (graphique 1).

La performance économique de la Suisse a ainsi franchi le niveau atteint avant la crise, au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, le dépassant même d'un peu plus de 1 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2021. Au 3<sup>e</sup> trimestre, le PIB des États-Unis a dépassé de près de 1,5 % son niveau d'avant la crise tandis que celui de la zone euro était inférieur de 0,5 %. La reprise de l'économie suisse est ainsi relativement rapide en comparaison internationale.

**graphique 1 : PIB et PMI**

PIB : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des grands événements sportifs, en % par rapport au trimestre précédent, PMI : désaisonnalisé, 50 = seuil de croissance



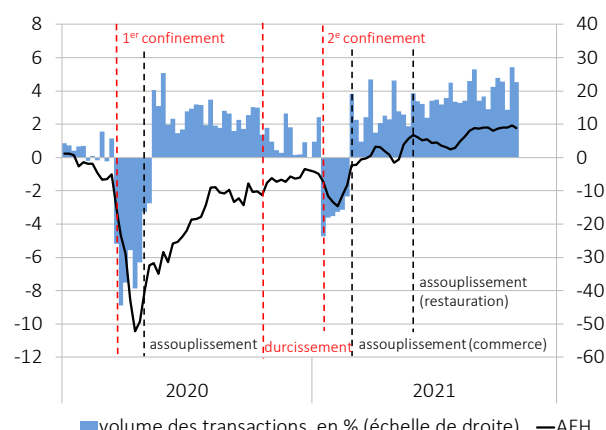
sources : SECO, CS/Procure

Au niveau international, le 3<sup>e</sup> trimestre a été marqué par des pénuries de produits intermédiaires et de capacités

de transport, qui freinent la reprise économique et contribuent à une hausse globale des prix<sup>1</sup>. En Suisse aussi, les entreprises industrielles se plaignent du manque de biens intermédiaires, de la hausse des prix d'achat et de l'allongement des délais de livraison. Bien que certains secteurs industriels aient connu des revers, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a globalement continué de progresser au 3<sup>e</sup> trimestre, dopée notamment par la chimie-pharma.

**graphique 2 : AEH et transactions<sup>2</sup>**

par rapport au niveau d'avant la crise ; volume de transactions en présentiel avec cartes de débit ou de crédit, corrigé des variations saisonnières et des valeurs aberrantes



sources : SPS Worldline, SECO, OFSP

Pour l'avenir proche, les indicateurs avancés invitent à une confiance prudente. Tant l'indice des directeurs d'achat (PMI) de l'industrie que celui du secteur des services se maintiennent à des niveaux très élevés, malgré un léger recul (graphique 1). L'indice de l'activité économique hebdomadaire (AEH) est nettement supérieur au niveau d'avant la crise ; les paiements par carte indiquent une poursuite de la reprise (graphique 2), soutenue par l'évolution favorable du marché du travail. Les hausses récentes des prix à la consommation freinent certes le

<sup>1</sup> Voir les encadrés « Conséquences des difficultés d'approvisionnement pour la Suisse et la zone euro » ainsi que « Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse » dans le présent numéro de Tendances conjoncturelles.

<sup>2</sup> 1<sup>er</sup> confinement : situation extraordinaire à partir de la semaine civile 12 2020 ; mesures d'assouplissement : réouverture de certains établissements à la semaine 18 ; durcissement : premier durcissement à la semaine 43 ; 2<sup>e</sup> confinement : fermetures de magasins à la semaine 3 2021 ; assouplissement : première étape d'assouplissement, y compris réouverture de magasins à la semaine 9 ; assouplissement (restauration) : nouvelle étape d'assouplissement, notamment réouverture des espaces intérieurs des restaurants, semaine 22.

pouvoir d'achat de la population, mais l'évolution des revenus du travail a été positive jusqu'à récemment. Cependant, l'incertitude liée à l'évolution internationale de

la pandémie et aux mesures de santé publique qui lui sont associées a fortement augmenté.

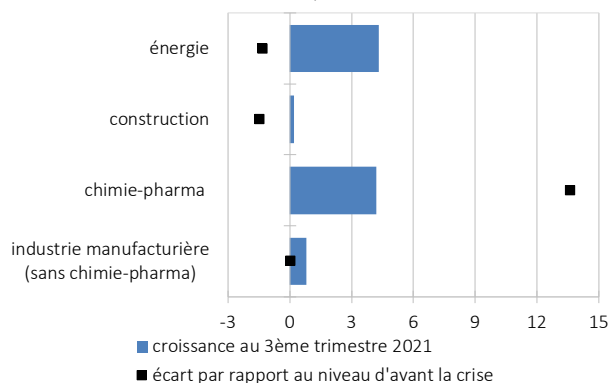
## Produit intérieur brut

### Production

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2021, la croissance robuste du PIB de 1,7 % (+1,5 % après correction des grands événements sportifs) a notamment été soutenue par le secteur des services suite à l'assouplissement des mesures de lutte contre le coronavirus. Bien que plus faible, l'impulsion fournie par l'industrie a été positive également.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** a enregistré une croissance de 2 %, ce qui la porte à 7,6 % au-dessus du niveau d'avant la crise. Dans une dynamique favorable aux exportations, l'**industrie chimico-pharmaceutique** a de nouveau affiché une forte croissance (+4,2 %), sa valeur ajoutée dépassant déjà de près de 14 % le niveau d'avant la crise (graphique 3). Les autres secteurs industriels ont connu en revanche une évolution modérée. Les entreprises continuent de faire état de délais de livraison exceptionnellement longs et de prix d'achat élevés qui pèsent sur la production. Durant les mois d'été, les indices concernés de l'enquête PMI ont évolué à proximité de leurs plus hauts niveaux historiques. La situation devrait rester tendue au moins jusqu'à la fin de l'année : selon les enquêtes du KOF et celles menées auprès des directeurs d'achat de l'industrie, les attentes concernant le climat des affaires, la production et les exportations se sont assombries en octobre.

**graphique 3 : Valeur ajoutée, secteur industriel**  
valeurs réelles désaisonnalisées, en %



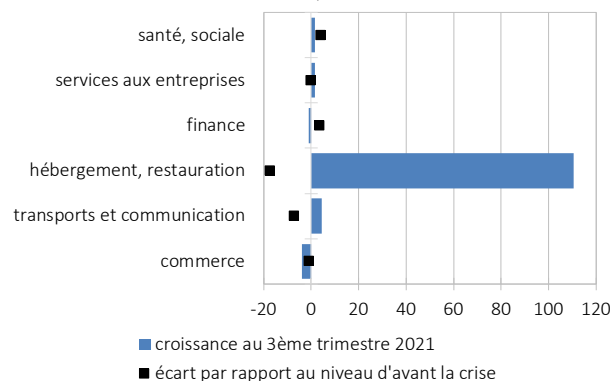
source : SECO

La valeur ajoutée dans le **secteur de l'énergie** a nettement augmenté (+4,3 %), mais reste inférieure au niveau d'avant la crise. Grâce à un été humide, les barrages ont été bien remplis, ce qui a permis de produire et d'exporter beaucoup d'électricité. Dans le **secteur de la construction**, le mouvement latéral s'est poursuivi à un niveau

élevé. Au 2<sup>e</sup> trimestre, la valeur ajoutée a légèrement augmenté (+0,2 %). Au total, le **secteur secondaire** a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0,5 point de pourcentage, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne à long terme.

Le secteur des services a également apporté, au 3<sup>e</sup> trimestre, une contribution nettement supérieure à la moyenne, de l'ordre de 1,2 point de pourcentage. Après les phases de réouverture du printemps, l'**hôtellerie et la restauration** ont connu au 3<sup>e</sup> trimestre une nouvelle hausse exceptionnellement forte (+110,6 %) de l'activité économique (graphique 4). Suite à la suppression des restrictions de capacité dans les restaurants, à la levée de l'obligation de travailler à domicile et à une recrudescence de l'activité de voyage, la restauration et l'hôtellerie ont connu une reprise rapide. Dans la foulée, le recours au chômage partiel a lui aussi sensiblement diminué : alors que près de 30 % du volume de travail était encore perdu au 2<sup>e</sup> trimestre, ce chiffre n'était plus que d'environ 5 % à la fin du mois de septembre. L'hôtellerie suisse a également profité de l'accroissement de la mobilité internationale. En valeurs désaisonnalisées, les nuitées ont augmenté de 30 % entre juillet et septembre par rapport aux trois mois précédents. Cependant, les voyages internationaux ne sont pas encore revenus à leur niveau antérieur : au 3<sup>e</sup> trimestre, la valeur ajoutée dans l'hôtellerie et la restauration était encore inférieure de 17 % à son niveau d'avant la crise.

**graphique 4 : Valeur ajoutée, secteurs des services**  
valeurs réelles désaisonnalisées, en %



source : SECO

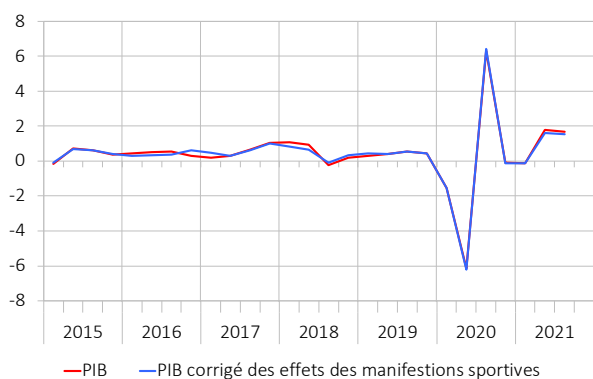
Le secteur des **transports et communications** a également profité de la mobilité accrue de la population suisse (+4,4 %). Tant les transports publics nationaux que le

nombre des voyageurs dans les aéroports suisses ont connu une reprise sensible. En revanche, le trafic de marchandises présente une image mitigée : alors que le volume des marchandises transportées par rail et par avion a déjà dépassé le niveau d'avant la crise et affiche une dynamique favorable, le trafic terrestre a récemment enregistré un recul du fait de l'évolution timide du commerce international.

À l'instar du secteur des **services destinés aux entreprises** (+1,6 %), les **autres activités de services** (+2 %) ont connu une évolution favorable. Dans le **secteur de la santé et de l'action sociale**, la valeur ajoutée a également augmenté (+1,6 %). Dans les hôpitaux, la situation s'est largement normalisée durant l'été. En outre, le secteur social a connu une évolution stable. La valeur ajoutée de la santé et de l'action sociale était ainsi globalement supérieure de plus de 4 % au niveau d'avant la crise.

#### graphique 5 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

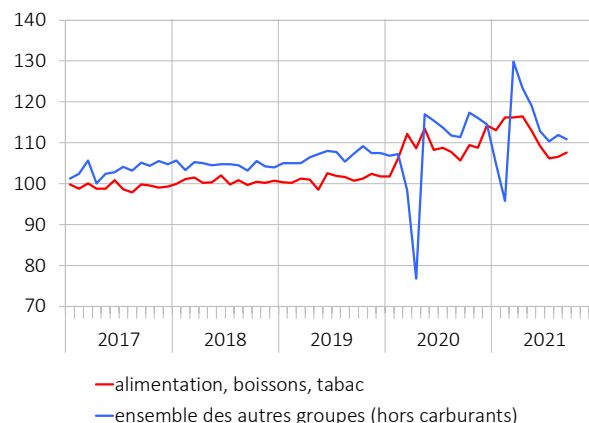
Avec la levée, fin juin, des restrictions de capacité lors de grandes manifestations, la reprise s'est également poursuivie au 3<sup>e</sup> trimestre dans le secteur des **arts, spectacles et activités récréatives** (+24,9 % ; corrigé des grands événements sportifs : +9,4 %). La perte de travail due au chômage partiel a nettement diminué en moyenne trimestrielle pour ne représenter plus que 3 %. Les activités

liées aux Jeux olympiques d'été ont encore augmenté la valeur ajoutée du secteur. En conséquence, la croissance du PIB a été légèrement plus faible (+1,5 %) une fois corrigée des effets des événements sportifs (graphique 5).

La reprise a en partie été freinée, d'une part, par les **services financiers et d'assurance** (-1,2 %). La valeur ajoutée du secteur est supérieure d'un peu plus de 3 % à son niveau de fin 2019.

#### graphique 6 : Commerce de détail

indice, valeurs réelles désaisonnalisées



source : OFS

D'autre part, la valeur ajoutée dans le commerce a nettement reculé. Le **commerce de détail** a enregistré une compensation à un niveau élevé (-4,1 %) après un 2<sup>e</sup> trimestre plus fort que la moyenne. Les ventes de produits alimentaires ont continué à baisser suite aux mesures de réouverture dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Les chiffres d'affaires du secteur non alimentaire ont également baissé, mais demeurent supérieurs au niveau de 2019 (graphique 6). Si la situation des affaires n'est plus jugée aussi positive qu'en été, les entreprises continuent néanmoins de tabler sur une progression de leur chiffre d'affaires. Dans les **autres activités commerciales**, la faiblesse du commerce de détail et les problèmes de livraison dans l'industrie ont également induit au 3<sup>e</sup> trimestre une forte baisse de la valeur ajoutée (-3,9 %), notamment sous l'influence du commerce de gros.

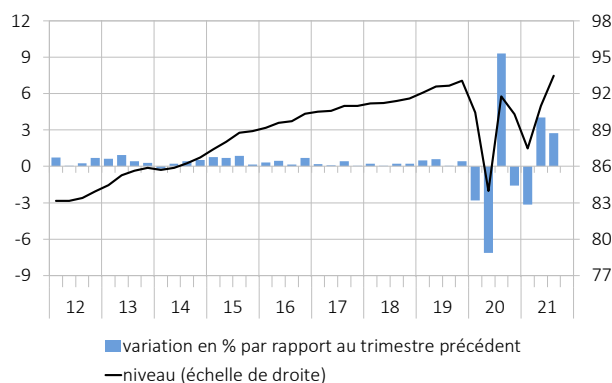
## Dépenses

### Consommation

La consommation privée a connu une forte reprise au 3<sup>e</sup> trimestre (+2,7 %, graphique 7 et p. 9 s.)<sup>3</sup>, dépassant pour la première fois depuis le début de la pandémie son niveau d'avant la crise. Suite au large assouplissement des mesures sanitaires jusqu'à fin juin, les dépenses ont encore sensiblement augmenté, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des loisirs. À partir d'un bas niveau, les dépenses consacrées aux voyages à l'étranger ont également augmenté de manière significative. La suppression de l'obligation de travailler à domicile a par ailleurs entraîné un net accroissement des dépenses de mobilité. Une forte croissance a notamment été enregistrée dans les transports publics nationaux. En revanche, dans le commerce de détail stationnaire, les dépenses ont évolué à la baisse après une forte hausse au trimestre précédent. Les dépenses alimentaires se sont normalisées à la suite des mesures d'assouplissement. En outre, la demande de biens d'équipement, d'électronique et de véhicules de tourisme neufs a été moins forte.

**graphique 7 : Consommation privée**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

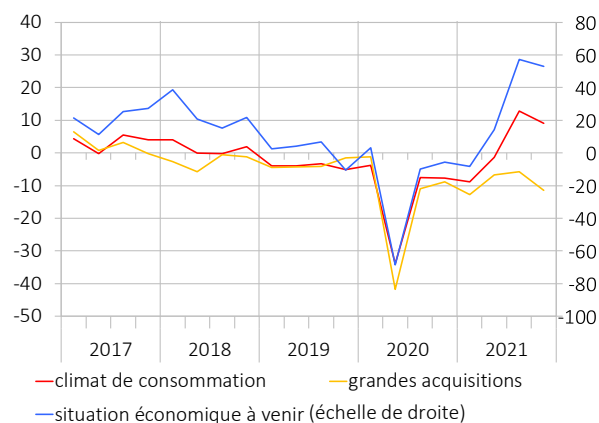


source : SECO

Les résultats des enquêtes les plus récentes sur le climat de consommation confirment une certaine réticence des consommateurs à effectuer des achats importants. L'indice de la propension à acheter reste inférieur à sa moyenne à long terme (graphique 8). La hausse des prix à la consommation, qui pèse sur le budget des ménages, commence à se faire sentir. Les consommateurs interrogés estiment que l'évolution passée et prévisible des prix n'a jamais été plus élevée depuis 2008. Mais dans l'ensemble, les résultats des enquêtes sont très positifs. Les ménages suisses conservent leur optimisme quant à l'évolution de l'économie et la situation sur le marché du travail est jugée nettement meilleure qu'en juillet.

**graphique 8 : Climat de consommation**

valeurs désaisonnalisées, moyenne à partir de 1972 = 0

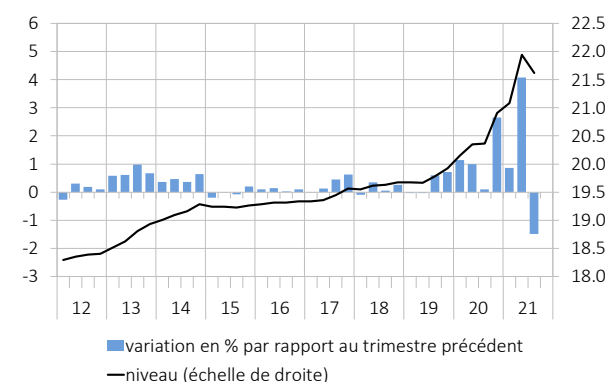


source : SECO

Les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont marqué un recul au 3<sup>e</sup> trimestre (-1,5 % ; graphique 9), après avoir fortement augmenté en raison de la pandémie au cours du premier semestre de 2021. En particulier, les dépenses fédérales liées aux vaccins contre le coronavirus ont diminué : au 3<sup>e</sup> trimestre, environ deux fois moins de doses de vaccin ont été administrées qu'au trimestre précédent.

**graphique 9 : Consommation de l'État**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

### Investissements

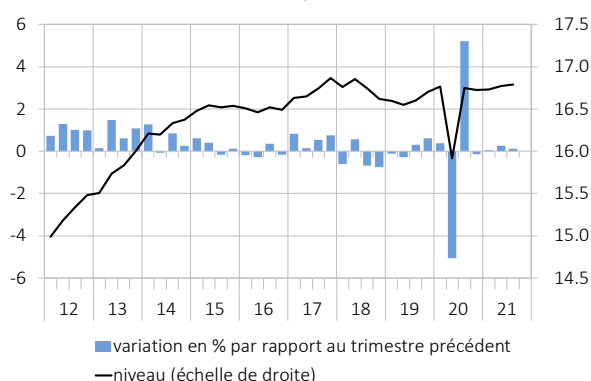
Les **investissements dans la construction** ont augmenté de 0,1 % au 3<sup>e</sup> trimestre, après 0,3 % au trimestre précédent. Leur niveau est ainsi légèrement supérieur à celui d'avant la crise (graphique 10). Cette timide évolution pourrait être due notamment à une pénurie de biens intermédiaires. Le renchérissement des biens intermédiaires lié à la pénurie de l'offre s'est également traduit par une forte hausse des prix de la construction. La pénurie croissante de personnel qualifié dans le secteur de la construction est un facteur qui a également pesé sur la situation.

<sup>3</sup> Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.



**graphique 10 : Investissements dans la construction**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

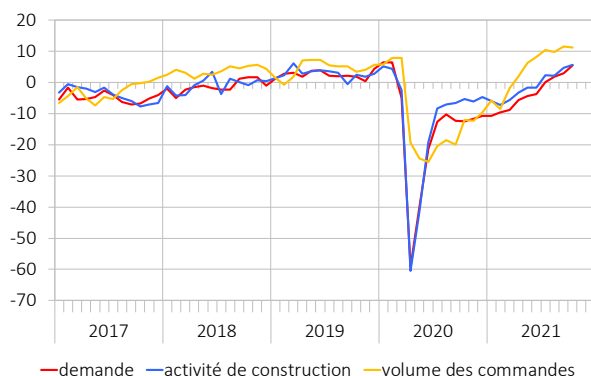


source : SECO

Les indicateurs de climat du secteur de la construction ont continué à s'améliorer (graphique 11). Les carnets de commandes se sont stabilisés à un niveau élevé, les perspectives d'activité dans la construction pour les mois à venir sont encore améliorées. Alors que le niveau des commandes est jugé de manière positive surtout dans le bâtiment et le second œuvre, les entreprises sont par contre de plus en plus pessimistes dans le génie civil. Ainsi, les conditions de financement demeurent très favorables. De plus, la demande de logements en propriété s'est renforcée pendant la crise, ce qui se reflète également dans la hausse des prix de ces logements. La situation est différente pour le marché du logement locatif : dans certaines régions, il existe un nombre considérable de logements vacants qui, après la forte activité de construction de ces dernières années, indiquent une offre excédentaire de logements locatifs. En conséquence, les loyers proposés, c'est-à-dire les loyers des logements faisant l'objet d'un appel d'offres public, ont baissé au 3<sup>e</sup> trimestre pour le 18<sup>e</sup> trimestre consécutif et ont atteint leur niveau le plus bas depuis début 2011.

**graphique 11 : Construction, indicateurs de confiance**

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois



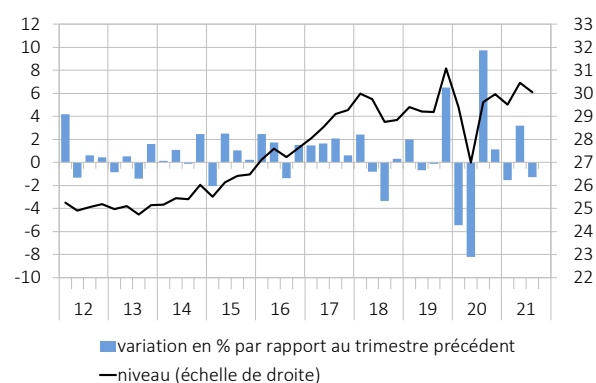
source : KOF

Les investissements en biens d'équipement ont régressé de 1,3 % au 3<sup>e</sup> trimestre (graphique 12). Ils ont marqué

un recul, notamment dans l'automobile et l'ameublement, de même que diverses petites rubriques d'investissement qui ont été particulièrement touchées par les problèmes d'approvisionnement mondiaux. En outre, les investissements dans la recherche et le développement ont diminué après un 2<sup>e</sup> trimestre dynamique. Les investissements en machines ont fourni des impulsions positives, mais la dynamique s'y est affaiblie depuis le début de l'année. Quant aux investissements dans les services informatiques, ils ont poursuivi leur forte progression.

**graphique 12 : Investissements en biens d'équipement**

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

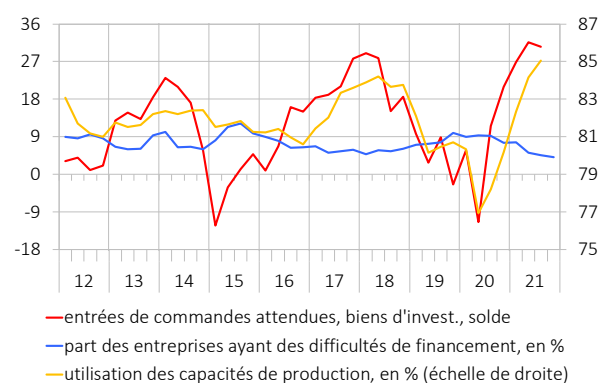


source : SECO

Les goulets d'étranglement mondiaux ont certes quelque peu freiné la dynamique d'investissement en Suisse, mais la situation générale est encore très favorable (graphique 13). Au 3<sup>e</sup> trimestre, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a atteint un niveau record et les attentes en matière d'entrées de commandes pour les producteurs de biens d'équipement n'y étaient que légèrement inférieures. En définitive, la part des entreprises ayant des difficultés de financement a continué de baisser au 3<sup>e</sup> trimestre.

**graphique 13 : Indicateurs, industrie**

valeurs désaisonnalisées



source : KOF

**Commerce extérieur**

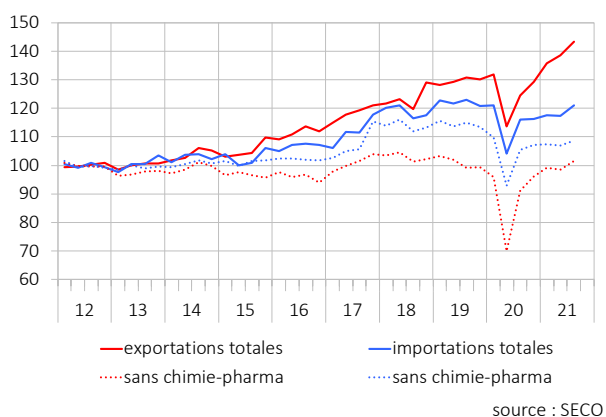
Au total, le commerce extérieur a apporté une contribution légèrement négative à la croissance du PIB au

3<sup>e</sup> trimestre 2021 (v. également page 9 s.). Alors que le commerce des marchandises a fourni une impulsion de croissance insignifiante, le commerce des services a contribué négativement à ce résultat.

Les **exportations de marchandises** (sans les objets de valeur ni le commerce de transit, +3,4 %) ont connu une croissance nettement supérieure à la moyenne pour le cinquième trimestre consécutif, dépassant ainsi de 10 % leur niveau d'avant la crise (graphique 14)<sup>4</sup>. Le dynamisme économique des principaux partenaires commerciaux de la Suisse depuis quelques trimestres a soutenu la demande de biens d'exportation suisses. Les exportations vers la zone euro et les États-Unis ont connu une croissance particulièrement forte, dépassant respectivement de 22 % et 11 % leur niveau d'avant la crise.

**graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100

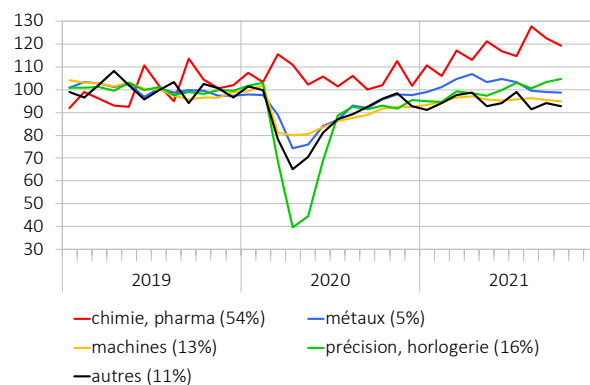


La croissance trimestrielle a été particulièrement soutenue par les deux plus grandes rubriques, celle des produits chimiques et pharmaceutiques et celle des instruments de précision, horlogerie et bijouterie. En revanche, les exportations de métaux ont diminué. Un ralentissement se dessine également depuis quelques mois pour d'autres biens industriels tels que les machines, les appareils ou l'électronique (graphique 15), ce qui devrait tenir notamment aux difficultés de livraison des produits intermédiaires et au fait que les capacités sont déjà fortement utilisées. Ces goulets d'étranglement font que de nombreuses entreprises exportatrices ont de plus en plus de mal à répondre à la forte demande. Combinée au prix élevé des matières premières, cette situation entraîne une hausse des prix des biens d'exportation concernés, ce qui se reflète dans le déflateur des exportations de marchandises (graphique 16). Si l'on exclut notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, ce

déflateur a fortement augmenté au cours des trois derniers trimestres, atteignant au 3<sup>e</sup> trimestre son niveau le plus élevé depuis plus de dix ans.

**graphique 15 : Exportations de marchandises, diverses rubriques**

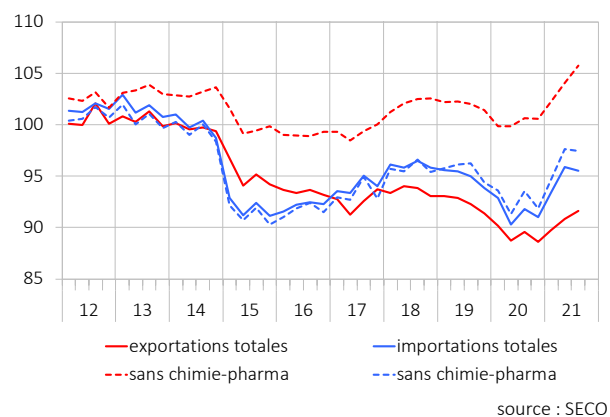
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2020



Les **importations de marchandises** ont connu une évolution analogue : depuis les mois d'été, les importations de métaux, de véhicules et de machines affichent une tendance à la baisse, alors que les prix à l'importation augmentent. Dans l'ensemble, les importations de marchandises ont toutefois connu au 3<sup>e</sup> trimestre une croissance nettement supérieure à la moyenne (+3,2 %), la rubrique des produits chimiques et pharmaceutiques ayant de loin fourni la plus grande contribution à la croissance. Pour la première fois depuis le début de la pandémie, les importations de marchandises ont ainsi retrouvé leur niveau d'avant la crise (graphique 14).

**graphique 16 : Déflateurs du commerce de marchandises**

valeurs désaisonnalisées et corrigées de la valeur moyenne

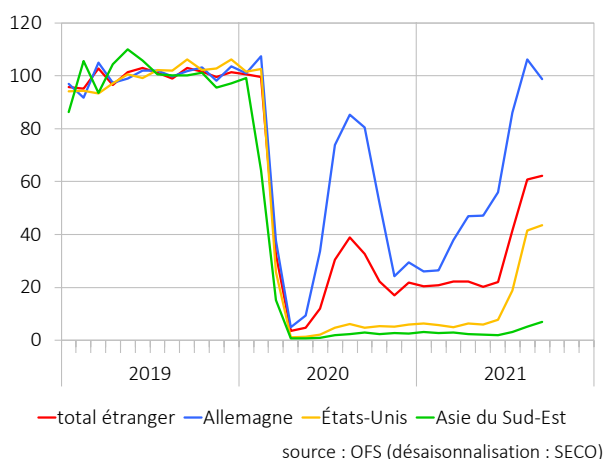


<sup>4</sup> Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

Les **exportations de services** ont diminué de 2,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre, après une assez forte hausse au trimestre précédent (graphique 18). Cela s'explique principalement par une baisse des recettes de licences liées aux grands événements sportifs internationaux, qui avaient atteint au 2<sup>e</sup> trimestre un niveau élevé en raison du championnat d'Europe de football. Les exportations de services financiers ont, elles aussi, fortement diminué. En revanche, le tourisme et le transport de voyageurs ont enregistré une nette reprise. Les nuitées des visiteurs étrangers ont fortement augmenté en termes désaisonnalisés. Pour la première fois depuis le début de la pandémie, le nombre de nuitées des hôtes allemands a atteint le niveau d'avant la crise, le nombre de visiteurs américains dépassant tout de même les 60 % de son niveau d'avant la crise (graphique 17). Par contre, les visiteurs provenant de l'Asie du Sud-Est sont restés quasiment absents.

**graphique 17 : Nuitées selon la provenance des touristes**

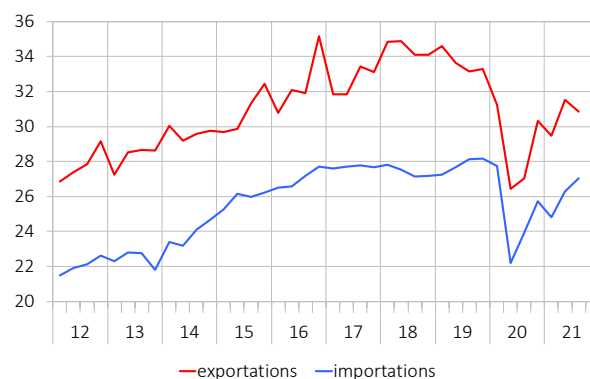
valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



Les **importations de services** ont encore augmenté de 2,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre. Le tourisme et les services de transport ont particulièrement contribué à cette évolution positive, avec une nette reprise durant les mois d'été, même si le niveau d'avant la crise n'a pas encore été retrouvé. La plupart des autres rubriques n'ont fourni que peu d'impulsions.

**graphique 18 : Commerce extérieur de services**

valeurs réelles désaisonnalisées, en milliards de francs



source : SECO

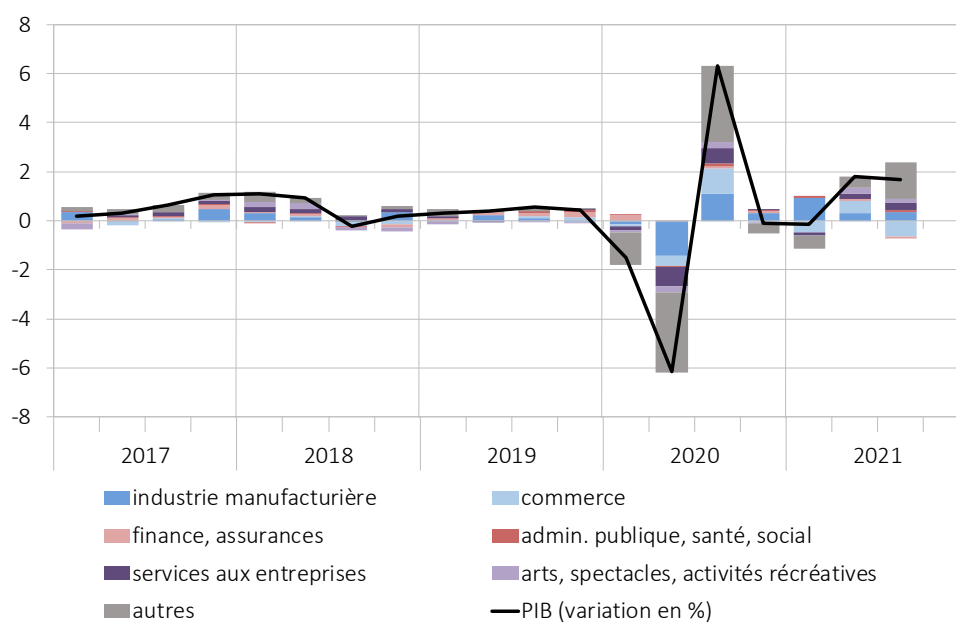
**tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production**  
valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:4	2021:1	2021:2	2021:3
Industrie manufacturière	1.8	5.1	1.7	2.0
Construction	-0.4	-0.1	0.2	0.2
Commerce	-0.4	-3.1	3.3	-3.9
Hébergement, restauration	-22.7	-45.5	37.5	110.6
Finance, assurances	0.6	0.1	0.6	-1.2
Services aux entreprises	0.0	-0.8	1.1	1.6
Administration publique	0.4	0.7	0.0	0.5
Santé, social	0.8	-0.4	0.3	1.6
Arts, spectacles, activités récréatives	-10.9	-2.6	52.8	24.9
Autres	-1.1	-0.3	1.4	3.2
Produit intérieur brut	-0.1	-0.1	1.8	1.7
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	-0.1	-0.1	1.6	1.5

source : SECO

**graphique 19 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB**

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

**Industrie manufacturière** : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.

**tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense**  
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2020:4	2021:1	2021:2	2021:3
Consommation des ménages	-1.6	-3.1	4.0	2.7
Consommation des administrations publiques	2.7	0.9	4.1	-1.5
Investissements dans la construction	-0.1	0.0	0.3	0.1
Investissements en biens d'équipement	1.1	-1.5	3.2	-1.3
Exportations de biens sans objets de valeur	0.0	2.8	3.5	2.3
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	3.8	5.0	2.1	3.4
Exportations de services	12.2	-2.8	6.9	-2.2
Importations de biens sans objets de valeur	0.1	1.2	-0.2	3.2
Importations de services	7.6	-3.6	5.9	2.9
Produit intérieur brut	-0.1	-0.1	1.8	1.7

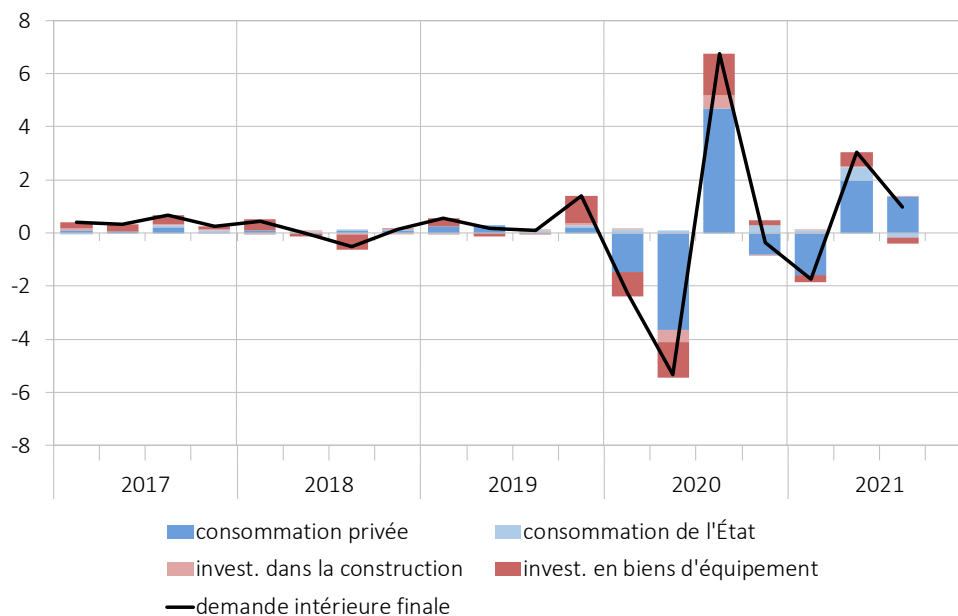
source : SECO

**tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB**  
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2020:4	2021:1	2021:2	2021:3
Demande intérieure finale	-0.3	-1.7	3.0	1.0
Variation des stocks y compris erreur statistique	-0.4	0.8	-2.9	1.5
Balance commerciale sans objets de valeur	0.7	0.8	1.6	-0.8

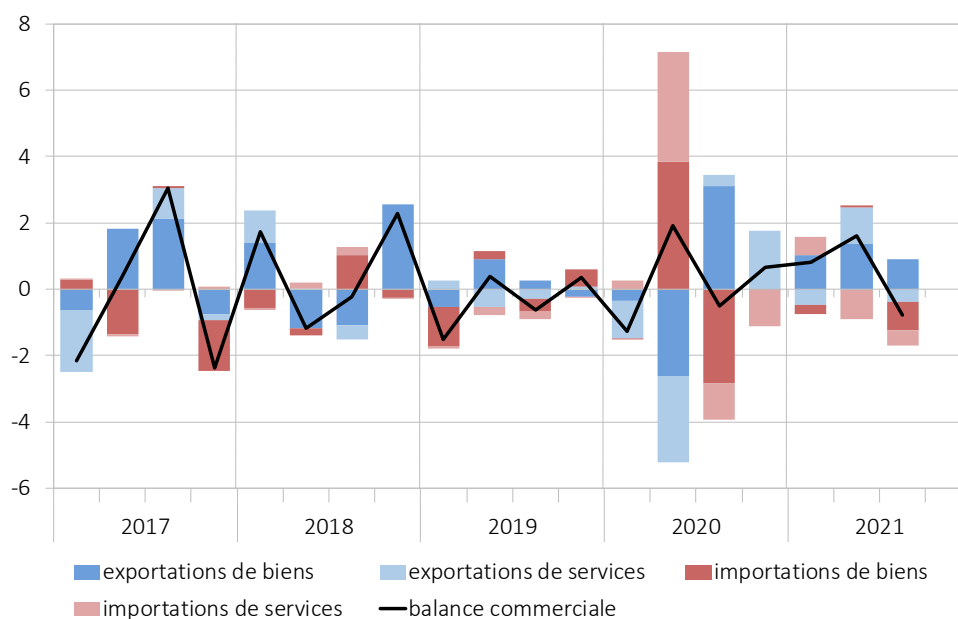
source : SECO

**graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale**  
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport  
au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

**graphique 21 : Composantes de la balance commerciale**  
contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles  
désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



source : SECO

## Encadré : Conséquences des difficultés d'approvisionnement pour la Suisse et la zone euro

Les goulets d'étranglement mondiaux en matière d'approvisionnement pèsent sur la reprise économique dans le monde entier. Après l'effondrement du premier semestre 2020, la reprise économique a entraîné une forte hausse de la demande de biens de consommation, tandis que la consommation de services est restée limitée du fait de la pandémie. Les capacités de production, notamment dans les pays asiatiques, n'ont donc pas pu suivre. Les capacités de transport maritime – navires, conteneurs, services de manutention dans les ports – sont également saturées. Les frais de transport ont ainsi massivement augmenté (graphique 22), ce qui se traduit non seulement par une forte hausse des prix de l'énergie, mais aussi par des augmentations similaires des prix d'achat pour les entreprises.

**graphique 22 : Coûts du transport maritime de conteneurs**

coûts moyens d'affrètement en dollars américains



source : Harper Petersen & Co

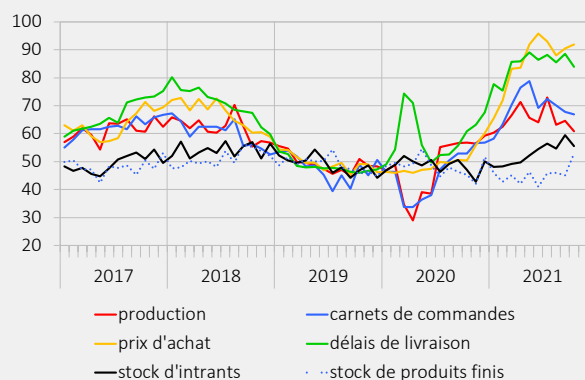
Cette situation a été fortement aggravée par la fermeture temporaire de grands ports chinois durant l'été en raison de la pandémie. À cela s'ajoutent des pénuries d'électricité – dues à des directives environnementales en Chine – qui ont entraîné des pertes de production et renforcé à leur tour les problèmes d'approvisionnement touchant divers produits intermédiaires<sup>5</sup>. Au niveau international, les entreprises manufacturières sont confrontées à des goulets d'étranglement, notamment dans l'approvisionnement en métaux et en bois, mais aussi en composants électroniques, en matières plastiques ainsi qu'en produits chimiques et pharmaceutiques.

Les problèmes de livraison freinent actuellement la reprise conjoncturelle en Suisse. Le carnet de commandes est certes encore très bien rempli. Le sous-indice concerné de l'indice des directeurs d'achat s'est maintenu à un niveau

très élevé en octobre, bien qu'il ait quelque peu baissé depuis son niveau record atteint en mai (graphique 23, ligne bleue). En revanche, l'évolution de la production n'a pas été jugée aussi positivement (ligne rouge). Cette situation est probablement due en grande partie aux difficultés d'approvisionnement et à la hausse des prix des biens intermédiaires. Certes, les stocks d'intrants ont été progressivement augmentés depuis quelques mois (ligne noire), mais de très nombreuses entreprises ont encore signalé de longs délais de livraison et des prix d'achat en hausse (respectivement lignes verte et jaune). En conséquence, la forte demande des derniers mois a également été couverte par une réduction graduelle des stocks de produits finis (ligne pointillée).

**graphique 23 : Indice des directeurs d'achats pour l'industrie, Suisse**

sous-indices, désaisonnalisés, seuil de croissance = 50



source : CS / Procure

En octobre, 48 % des entreprises industrielles ont déclaré que la production était restreinte par le manque de matières premières et de biens intermédiaires (graphique 24)<sup>6</sup>. Les secteurs industriels sont diversement touchés par les pénuries de produits intermédiaires. La construction automobile a été particulièrement impactée, toutes les entreprises interrogées faisant état d'entraves à la production. Mais de plus en plus de pénuries ont également été signalées dans l'industrie électrique la production de caoutchouc et de matières plastiques ainsi que dans la construction mécanique. En comparaison internationale, la situation de l'industrie suisse est donc similaire à celle de nos voisins européens.

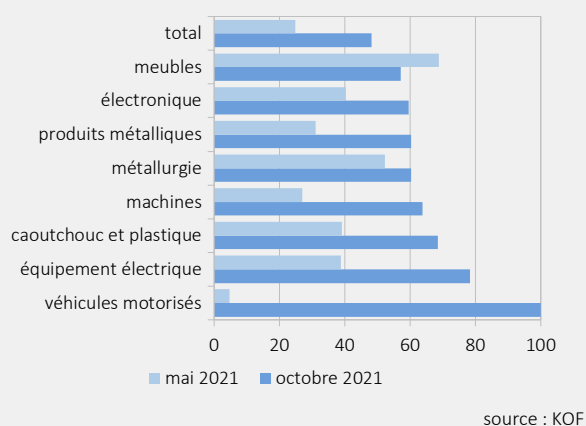
Si les carnets de commandes du secteur manufacturier dans la zone euro sont toujours très bien remplis à l'heure actuelle, il n'en reste pas moins que les obstacles à la pro-

<sup>5</sup> Une partie de la production de magnésium, en Chine par exemple, a été interrompue. Le magnésium est un produit de base important pour la production d'aluminium et la Chine est le plus grand producteur mondial. Les représentants de la branche en Europe craignent des pertes de production imminentes pour la production nationale d'aluminium.

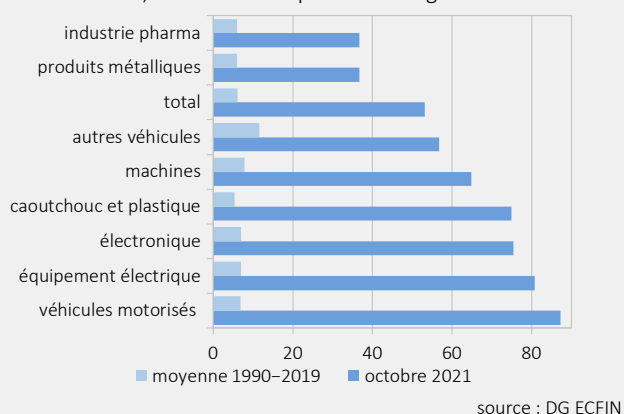
<sup>6</sup> Cette question spécifique n'a été posée par le KOF que depuis le printemps 2021. Une comparaison historique n'est donc pas possible, mais le niveau « normal » des obstacles à la production devrait être nettement inférieur (à ce propos, voir la zone euro au graphique 25).

duction dus à la pénurie de matériaux ont atteint des niveaux sans précédent : en octobre, 51 % des entreprises du secteur manufacturier ont déclaré que leur production était entravée par le manque de matières premières et de biens intermédiaires. Les entreprises le plus impactées sont celles du secteur de la construction automobile, suivies par les fabricants d'équipements électriques et électroniques (graphique 25). L'industrie allemande est particulièrement touchée (86 %) en raison de sa structure sectorielle, tandis que des difficultés sont signalées dans une moindre mesure en Autriche (49 %), en France (43 %), en Espagne (27 %) et en Italie (18 %).

**graphique 24 : Entraves à la production par pénurie de matières premières et de biens intermédiaires en Suisse**  
divers secteurs, en % des entreprises interrogées



**graphique 25 : Entraves à la production par pénurie de biens intermédiaires et de capacités, zone euro**  
divers secteurs, en % des entreprises interrogées

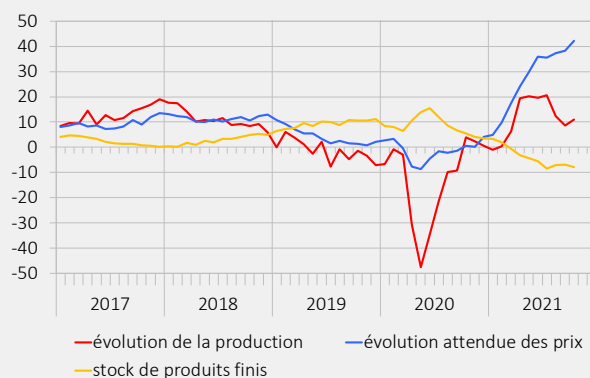


En dépit des goulets d'étranglement actuels, la plupart des entreprises de la zone euro ont pu continuer d'augmenter leur production au cours des derniers mois, même si c'est à un rythme ralenti (graphique 26). La construction automobile constitue une exception notable : vu le manque de

produits intermédiaires tels que les puces et les semi-conducteurs, la production dans ce secteur industriel a été réduite de manière assez importante.

En dépit d'augmentations de la production, la forte demande dans l'industrie manufacturière a dû être partiellement couverte en recourant aux stocks de produits finis. Environ 17 % des entreprises de la zone euro estiment que les stocks actuels sont trop faibles. Le solde de cette enquête (écart entre réponses positives et négatives) était de -8 %, proche du plus bas niveau historique enregistré depuis les débuts de l'enquête en 1991. Le solde négatif est particulièrement marqué chez les constructeurs automobiles (-31 %) ainsi que chez les fabricants de produits pharmaceutiques (-17 %) et d'équipements électriques (-14 %).

**graphique 26 : Enquêtes dans l'industrie manufacturière de la zone euro**  
soldes, désaisonnalisés, en %



source : DG ECFIN

Tant en Suisse que dans la zone euro, il faut s'attendre à certaines répercussions des hausses de prix par les entreprises industrielles. En Suisse, une très forte proportion d'entreprises a l'intention d'augmenter ses prix de vente au cours des prochains mois : le résultat obtenu par cette enquête du KOF a atteint en octobre son plus haut niveau depuis 20 ans. Les résultats d'un sondage réalisé en octobre par Economiesuisse indiquaient que près de 60 % des entreprises et des associations interrogées prévoyaient de le faire<sup>7</sup>. Cela se reflète déjà dans l'évolution des prix à la production qui, par rapport à octobre 2020, ont augmenté de 3,1 %, ce qui n'était plus arrivé depuis la Grande Récession. Les hausses ont été particulièrement marquées pour les biens intermédiaires et les biens d'équipement, mais les biens de consommation ont également été touchés. En conséquence, selon l'indice national des prix à la consommation, l'inflation pour les biens de consommation durables (par ex. les meubles, les appareils ménagers, les voitures, les ordinateurs) au cours des derniers mois a été la plus forte depuis 1990. Dans la zone euro éga-

<sup>7</sup> <https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/les-penuries-deviennent-un-risque-conjoncturel>



lement, plus de 40 % des entreprises manufacturières interrogées prévoient déjà d'augmenter encore leurs prix dans les mois à venir. Le solde de cette enquête a atteint récemment un niveau sans précédent (graphique 26). Ces derniers mois, les prix à la production ont déjà sensiblement augmenté. L'ampleur des augmentations de prix dans les mois à venir et la part qui pourra être répercutée sur la clientèle varieront probablement d'un secteur à l'autre. Dans l'ensemble, la pression sur les prix devrait toutefois rester élevée au niveau international durant les mois qui viennent.

Ce d'autant plus que les difficultés d'approvisionnement devraient globalement durer encore un certain temps. Ainsi, les compagnies de navigation estiment que les dysfonctionnements dans le transport maritime de conteneurs ne pourront être complètement corrigés que dans un an. D'une part, les mesures d'hygiène et la baisse de

productivité qui en découle dans de nombreux ports devraient perdurer. D'autre part, il faut du temps pour que les conteneurs « bloqués » arrivent à nouveau dans les ports souhaités, car les capacités de transport sont surchargées. Or il ne faut pas s'attendre à de nouvelles capacités substantielles avant 2023. Comme le montrent les résultats de l'enquête d'Economiesuisse, de nombreuses entreprises tentent de diversifier ou de régionaliser leurs chaînes d'approvisionnement. Mais cela ne devrait pas se traduire par une détente sensible avant plusieurs trimestres. En même temps, il existe un besoin de reconstituer les faibles stocks, ce qui devrait maintenir la demande, donc les prix, à un niveau élevé.

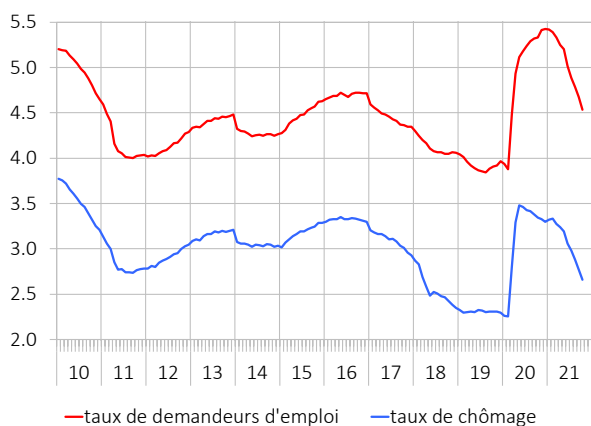
*Rédaction : Stefan Neuwirth (SECO, secteur Conjoncture)*

## Marché du travail

Après une légère hausse en début d'année, le nombre désaisonnalisé de chômeurs a diminué d'environ 3 900 par mois en moyenne entre fin février 2021 et octobre 2021, pour s'établir à 123 200 fin octobre. Durant cette période, le taux de chômage s'est abaissé, passant de 3,3 % à 2,7 %. Les deux tiers de l'augmentation due à la crise étaient ainsi compensés. Baissant également, le taux de demandeurs d'emploi<sup>8</sup> est passé de 5,4 % à 4,5 % entre fin février et fin octobre 2021. Le nombre désaisonnalisé de demandeurs d'emploi s'élevait à 210 300 fin octobre 2021 (graphique 27), soit 58 % de la hausse observée pendant la crise.

**graphique 27 : Taux de chômage et de demandeurs d'emploi**

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active



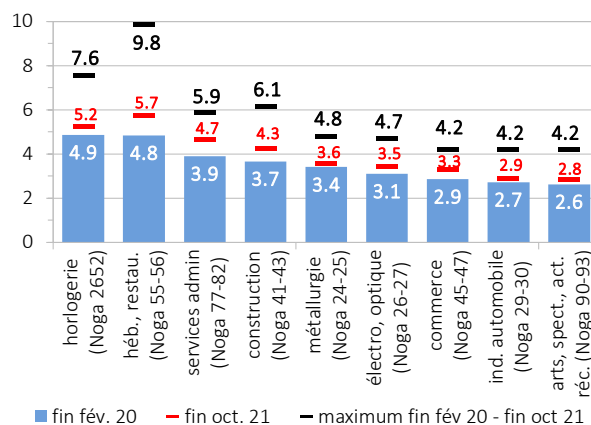
source : SECO

La plupart des secteurs dans lesquelles le taux de chômage était déjà plus élevé à fin février 2020 ont d'abord connu, du fait de la crise due au coronavirus, une hausse plus importante du taux de chômage (en points de pourcentage) mais ont ensuite enregistré une reprise d'autant plus forte (graphique 28, graphique 29). Les secteurs ont certes été inégalement touchés, mais depuis environ deux trimestres, le rapprochement avec leurs valeurs d'avant la crise se poursuit à un rythme soutenu dans pratiquement tous les secteurs. L'hôtellerie-restauration reste particulièrement affectée par la crise, car elle a dû faire face entre-temps à une hausse beaucoup plus forte que tous les autres secteurs, non seulement en valeur absolue, mais aussi en valeur relative par rapport au niveau de départ. En février 2021, le taux de chômage désaisonnalisé dans l'hôtellerie et la restauration était de 9,8 %, soit plus du double de celui de février 2020

(4,8 %). Mais c'est aussi le secteur qui a enregistré la plus forte baisse. Fin octobre 2021, elle était tombée à 5,7 %, occupant ainsi toujours la première place dans la comparaison intersectorielle, mais l'écart absolu (en points de pourcentage) par rapport aux autres secteurs s'était déjà considérablement réduit.

**graphique 28 : Taux de chômage, divers secteurs**

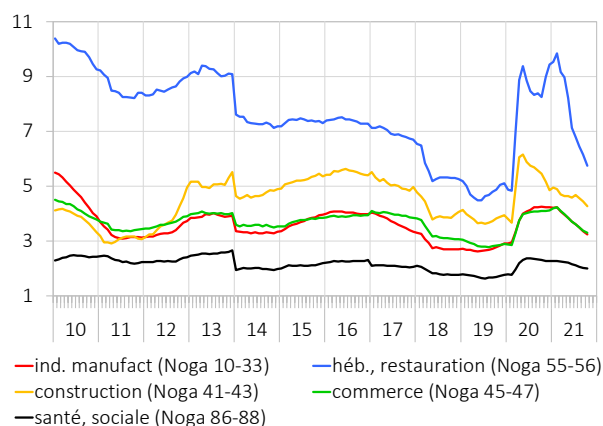
valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active ; entre parenthèses : codes NOGA des secteurs d'activité économique



source : SECO

**graphique 29 : Taux de chômage, divers secteurs**

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active



source : SECO

Par rapport au pic atteint durant la pandémie, le taux de chômage désaisonnalisé à fin octobre 2021 a diminué de bien plus de 50 % dans tous les sous-groupes observables. Seule la tranche d'âge de 50 à 64 ans a connu une baisse moins importante, mais la hausse antérieure du

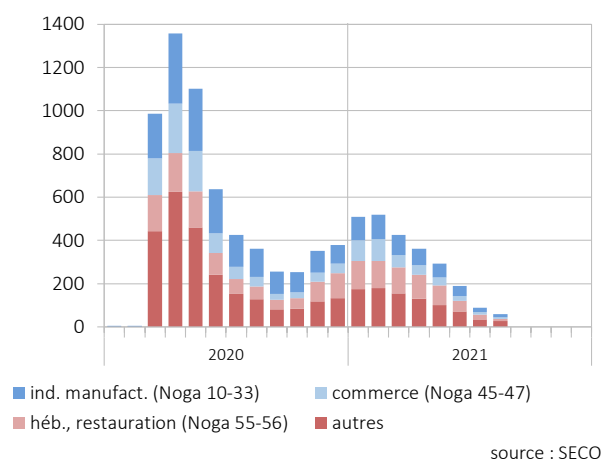
<sup>8</sup> Les demandeurs d'emploi comprennent les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

taux de chômage dans cette catégorie avait déjà été plus faible. Le taux de chômage, comme celui du groupe d'âge de 25 à 49 ans, s'est ainsi établi à 2,8 %. C'est dans le groupe d'âge des 15 à 24 ans que la reprise a été de beaucoup la plus forte, le taux de chômage désaisonnalisé, fin octobre 2021, y étant déjà redescendu légèrement en dessous du niveau d'avant la crise (2,1 %).

Après que le recours au chômage partiel eut quelque peu augmenté lors de la deuxième vague de la pandémie (en janvier et février 2021, près de 10 % des personnes actives en Suisse ont bénéficié d'indemnités RHT), le nombre des travailleurs en régime de RHT n'a cessé de diminuer depuis lors (graphique 30). Fin août 2021, il était encore d'un peu moins de 60 000, ce qui représentait 1,2 % des effectifs. Les chiffres d'août 2021, qui ne sont pas encore entièrement comptabilisés à l'heure actuelle, augmenteront encore un peu, mais la valeur définitive devrait probablement rester inférieure à celle du mois précédent, juillet 2021, qui s'élevait à près de 90 000. Quant à savoir si le recours aux indemnités RHT augmentera de nouveau lors de la nouvelle vague qui se dessine à partir d'octobre 2021, cela dépend de l'évolution de la pandémie et des mesures qui seront éventuellement mises en œuvre pour en endiguer les incidences. Les données disponibles à ce jour ne laissent toutefois pas présager une telle évolution. Par exemple, le nombre des préavis concernant les indemnités RHT a continué de baisser jusqu'en novembre.

**graphique 30 : Chômage partiel comptabilisé depuis 2020**

nombre de salariés en milliers

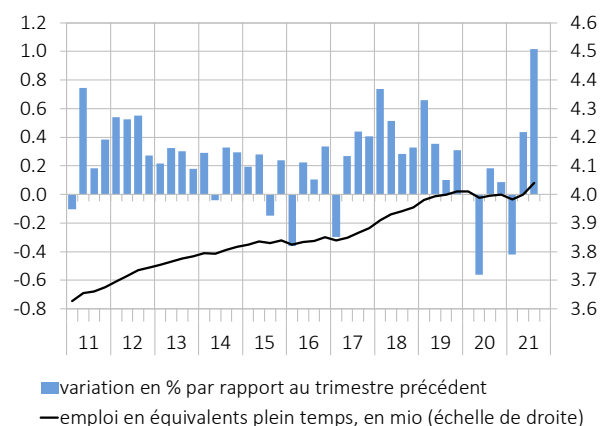


Au 3<sup>e</sup> trimestre 2021, l'emploi en équivalents plein temps a augmenté de 1,0 % par rapport au trimestre précédent, atteignant ainsi un niveau supérieur de 0,7 % à celui d'avant la crise (graphique 31). Il faut tenir compte du fait que les employés en chômage partiel sont recensés comme « employés » conformément à leur statut contractuel. La poursuite de la réduction du chômage partiel au profit du travail régulier au cours du

3<sup>e</sup> trimestre signifie donc que le recours au travail effectif a augmenté encore plus fortement.

**graphique 31 : Emplois en équivalents plein temps**

valeurs désaisonnalisées

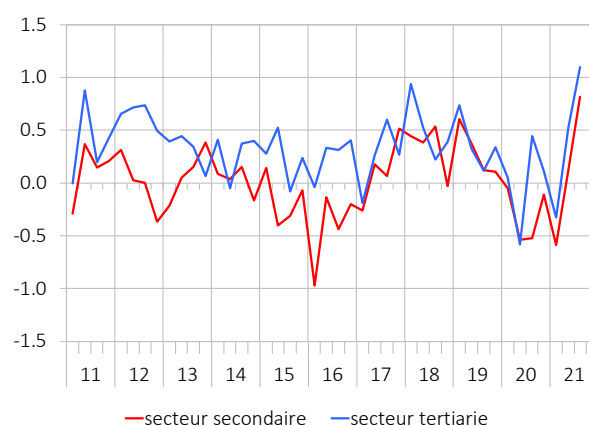


source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

L'emploi a particulièrement bien progressé dans le secteur tertiaire (1,1 %), mais le secteur secondaire a également connu une évolution nettement favorable (+0,8 %) (graphique 32). La croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire a été principalement entraînée par l'hôtellerie-restauration, qui a profité de l'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des personnes employées dans l'hôtellerie et la restauration a augmenté d'environ 8 %, ce qui reste toutefois inférieur de quelque 13 % au niveau d'avant la crise.

**graphique 32 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire**

variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Les indicateurs habituels du marché du travail laissent entrevoir une nouvelle progression de l'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre (graphique 33). L'indice Adecco du marché de l'emploi et les perspectives d'emploi de la Statem ont

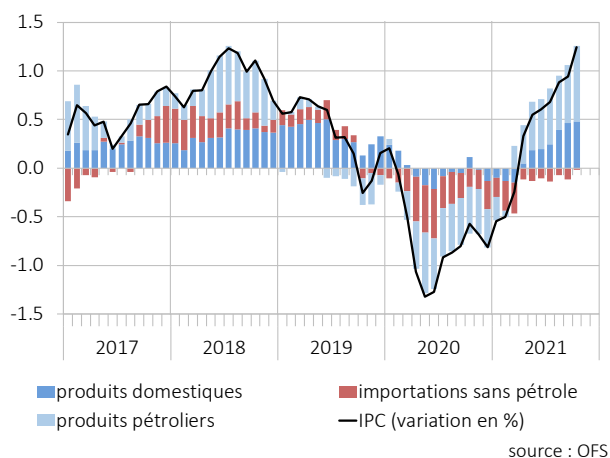
affiché une nouvelle fois une hausse significative. L'indicateur KOF de l'emploi du 4<sup>e</sup> trimestre a également marqué une amélioration. Seul le sous-indice désaisonnalisé de l'indice des directeurs d'achats dans l'industrie (PMI) concernant l'emploi a enregistré une légère baisse depuis le mois d'août. Toutefois, avec 60,1 points en octobre, cet indice se situait toujours nettement au-dessus du seuil de croissance de 50 points.

## Prix

Au cours des derniers mois, l'inflation a continué d'augmenter en Suisse, comme à l'étranger, atteignant en octobre un taux de 1,2 %, soit supérieur à la moyenne suisse (moyenne depuis 1995 : 0,5 %). Cependant, plus de la moitié de l'augmentation de l'année précédente est due aux prix des produits pétroliers (graphique 34). Les produits qu'il a fallu payer encore nettement plus cher en octobre ont été surtout le mazout et l'essence. Par rapport à octobre 2020, les prix de l'essence ont augmenté de 24 % et ceux du mazout de 50 %. L'inflation sous-jacente, qui exclut non seulement les prix de l'énergie mais aussi ceux des denrées alimentaires, a augmenté modérément au cours des derniers mois et s'élevait à 0,6 % en octobre.

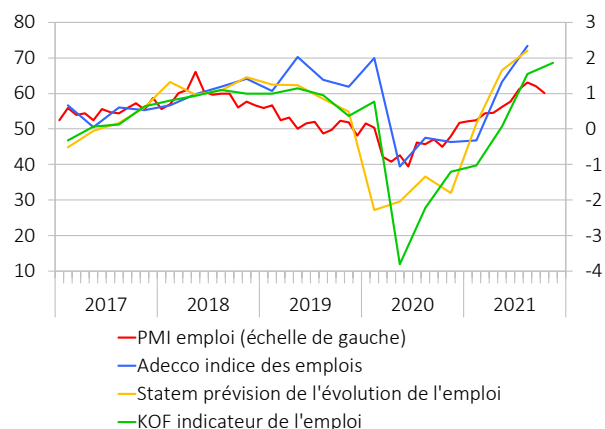
**graphique 34 : Indice des prix à la consommation (IPC)**

contributions à l'inflation, variation sur un an en points de pourcentage



**graphique 33 : Perspectives d'emploi**

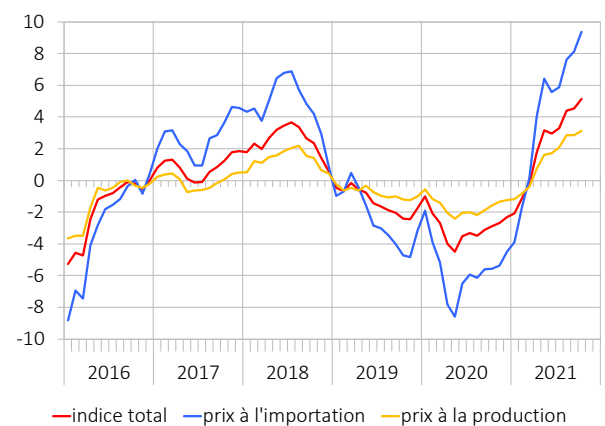
PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



Outre les prix de l'énergie, ceux des voitures d'occasion et de l'équipement ménager (notamment de l'ameublement) ont nettement augmenté au cours des derniers mois. Par ailleurs, les loyers contribuent à nouveau davantage à l'inflation. En revanche, la contribution des biens importés (hormis les produits pétroliers) est restée négative jusqu'à la fin (graphique 34), bien que les prix à l'importation aient aussi nettement augmenté en Suisse. La flambée des prix à l'importation est imputable non seulement aux prix élevés de l'énergie, mais aussi aux prix des biens intermédiaires, qui ont fortement augmenté au cours des derniers mois suite aux perturbations générales des chaînes d'approvisionnement et à la hausse des coûts de transport (graphique 35). Si, face à une demande solide, les entreprises répercutent de plus en plus ces coûts élevés sur leurs clients, l'inflation devrait, en Suisse aussi, continuer d'augmenter dans les mois à venir.

**graphique 35 : Prix à l'importation et à la production**

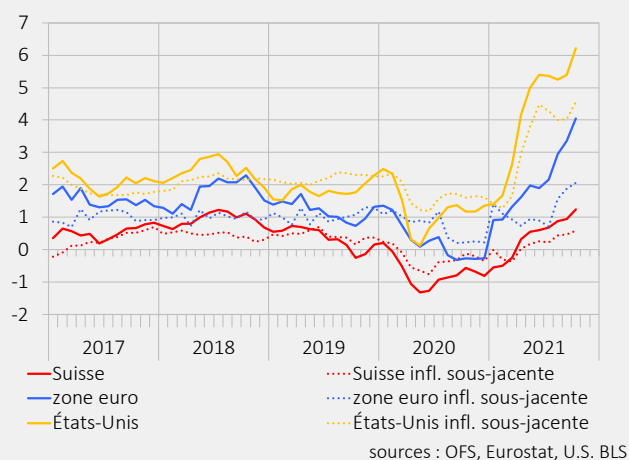
variation sur un an en %



## Encadré : Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse

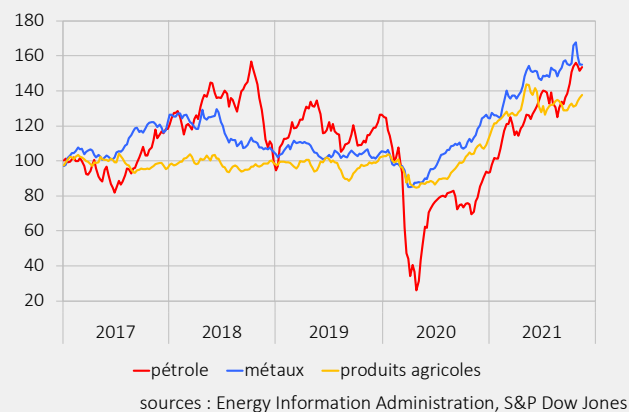
L'inflation a sensiblement augmenté dans le monde entier depuis le début de l'année. Elle évolue désormais en de nombreux endroits à des niveaux similaires à ceux atteints pour la dernière fois lors de la phase d'expansion précédant l'éclatement de la crise financière. Aux États-Unis, l'inflation est déjà de 5 % et plus depuis le mois de mai, elle y a dépassé la barre de 6 % en octobre et celle de 4 % dans la zone euro. L'inflation a également augmenté en Suisse, mais elle reste modérée en comparaison internationale, avec 1,2 % en octobre (graphique 36).

**graphique 36 : Inflation : Suisse, zone euro et États-Unis**  
variation sur un an en %



La hausse de l'inflation mondiale est due pour une bonne part à l'évolution des prix de l'énergie, qui ont dépassé la chute de 2020 due à la pandémie et ont récemment atteint leur plus haut niveau depuis trois ans (graphique 37).

**graphique 37 : Prix des matières premières**  
indices en dollars US, moyenne de janvier 2017 = 100

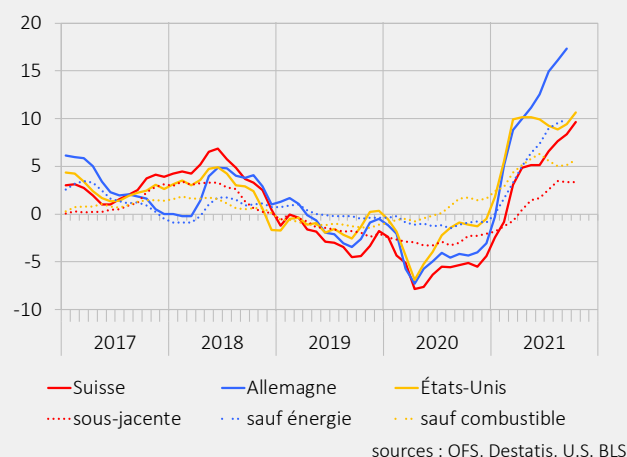


En outre, l'inflation sous-jacente a augmenté dans la plupart des pays depuis le début de l'année, et même de manière considérable aux États-Unis. Toutefois, cette augmentation est également due, en premier lieu, à des effets

spécifiques liés à la pandémie. Après les fortes baisses de 2020, certains prix se sont tout d'abord normalisés en se rapprochant des niveaux d'avant la crise, par exemple dans le trafic aérien. Cela s'est traduit mathématiquement par des taux d'inflation élevés par rapport à l'année précédente. Deuxièmement, la demande de certains biens – notamment les voitures d'occasion, l'électronique, le mobilier – a augmenté du fait de la pandémie, d'où s'ensuivent des hausses de prix corrélatives. Enfin, dans la zone euro, la réduction temporaire de la TVA aura un impact en Allemagne au cours du second semestre de 2020, car le retour au taux d'imposition habituel entraîne une hausse temporaire des taux de l'année précédente.

Dans un premier temps, la pression sur les prix devrait rester forte au niveau international au cours des prochains mois. Ainsi, les perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial ont fait grimper les prix des intrants, par exemple des métaux industriels, suite à la hausse des coûts de transport et à l'allongement des délais de livraison (graphique 37 ; voir également l'encadré traitant des conséquences des difficultés d'approvisionnement). Dès lors, les prix d'achat ont fortement augmenté dans de nombreux pays, notamment pour les produits importés (graphique 38). La hausse des coûts de production devrait se répercuter sur les prix à la consommation avec un certain décalage.

**graphique 38 : Prix à l'importation**  
variation sur un an en %

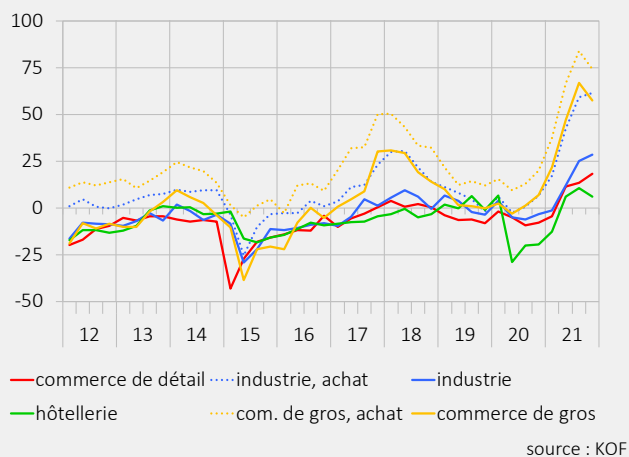


Des enquêtes menées en Suisse indiquent que, vu la solidité de la demande, en particulier dans l'industrie et le commerce de gros, les entreprises pourraient de plus en plus répercuter la hausse des coûts sur leur clientèle (graphique 39).

Néanmoins, de nombreux éléments suggèrent que la hausse de l'inflation mondiale n'est que temporaire, en

particulier si, comme prévu, les difficultés d'approvisionnement au niveau international se résolvent progressivement au cours des prochains trimestres. Toutefois, même si sa hausse n'est que temporaire, l'inflation peut freiner la reprise économique, car elle réduit le pouvoir d'achat des consommateurs. Les derniers chiffres du PIB indiquent que cela pourrait déjà jouer un rôle aux États-Unis. Ainsi, globalement, la consommation n'a guère augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre, la consommation de biens ayant même nettement diminué. Cette dernière devrait certes correspondre pour l'essentiel à une correction des importants achats de marchandises au 2<sup>e</sup> trimestre, partiellement financés par des transferts fiscaux. Toutefois, le net recul, en comparaison historique, des revenus et des salaires réels indique que l'évolution des prix a encore freiné la consommation.

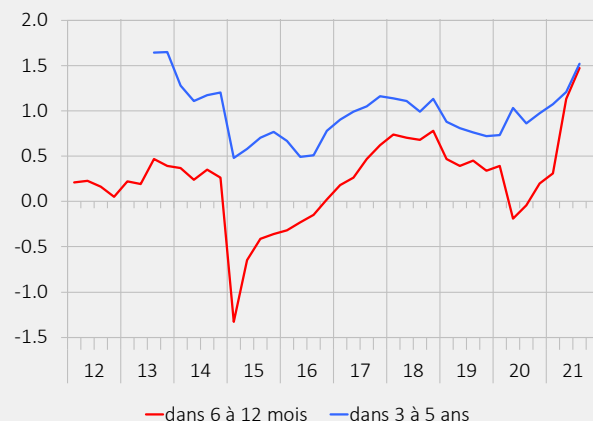
**graphique 39 : Évolution des prix par secteur, Suisse**  
soldes, valeurs désaisonnalisées



Pour la politique monétaire, il est par contre essentiel de savoir s'il faut s'attendre, à moyen terme également, à des taux d'inflation plus élevés. Actuellement, les anticipations de l'inflation à long terme semblent rester bien ancrées au niveau international. Néanmoins, les risques d'inflation augmentent peu à peu, du moins aux États-Unis. Du fait de la forte demande de travail, les salaires y ont augmenté au 3<sup>e</sup> trimestre à un rythme que l'on n'avait plus connu depuis le début des années 1990. Dans le secteur privé, les sa-

lares ont augmenté de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Si l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre devait à son tour être répercutée sur les consommateurs, une spirale prix-salaires serait plausible, ce qui maintiendrait plus longtemps l'inflation à un niveau élevé. En fin de compte, les anticipations de l'inflation à long terme pourraient également augmenter. Un resserrement de la politique monétaire dans un tel contexte pourrait remettre en question la reprise économique dans son ensemble.

**graphique 40 : Inflation attendue, Suisse**  
variation sur un an en %



En Suisse, en revanche, la dernière enquête de l'UBS sur les salaires ne fait apparaître aucun signe de spirale prix-salaires ; elle indique une hausse modérée des salaires de 0,8 % pour 2022<sup>9</sup>. De plus, la récente appréciation du franc devrait limiter l'impact de la pression internationale sur les prix en Suisse. Cependant, en Suisse aussi, les entreprises font de plus en plus souvent état de difficultés de recrutement, ce qui pourrait entraîner une hausse des salaires, du moins pour les nouvelles embauches. En outre, les anticipations d'inflation des entreprises à court et moyen terme se sont encore accrues en automne. (graphique 40). Ainsi, dans l'ensemble, les risques d'inflation en Suisse évoluent aussi un peu vers le haut, mais à partir d'un très bas niveau.

Rédaction : Caroline Schmidt  
(SECO, Secteur Conjoncture)

<sup>9</sup> <https://www.ubs.com/global/fr/media/display-page-ndp/fr-20211028-compensation-survey.html>

# Prévisions conjoncturelles

## Prévisions pour la Suisse

Les mesures de lutte contre le coronavirus ayant été largement assouplies, la reprise de l'économie intérieure suisse s'est poursuivie avec vigueur durant les mois d'été, comme on s'y attendait. Au 3<sup>e</sup> trimestre, le PIB a ainsi sensiblement dépassé le niveau qui était le sien avant la crise, au 4<sup>e</sup> trimestre 2019. Le secteur des services a été le principal moteur de la croissance. La valeur ajoutée a fait un bond en avant, en particulier dans l'hôtellerie et la restauration ainsi que dans le domaine des loisirs et de la culture, notamment grâce à l'ouverture des restaurants et à une certaine relance du tourisme international. Mais le secteur industriel a connu lui aussi une évolution globalement positive.

Toutefois, depuis plusieurs mois, des goulets d'étranglement au niveau de l'approvisionnement et des capacités pèsent globalement sur le secteur industriel, ce qui affecte de plus en plus la production et contribue, au niveau international, à de fortes hausses de prix qui réduisent le pouvoir d'achat des consommateurs et freinent la consommation privée. De plus, l'incertitude entourant la pandémie s'est fortement accentuée ces derniers temps. Face à l'augmentation du nombre des cas de contamination, plusieurs pays ont renforcé leurs mesures de confinement ; mais, dans l'ensemble, les effets économiques devraient être moins importants que l'hiver passé. Le groupe d'experts s'attend à ce que la reprise de l'économie mondiale perde de son dynamisme à court terme et revoit légèrement à la baisse ses prévisions de croissance de la demande mondiale en 2021 et 2022 (graphique 41).

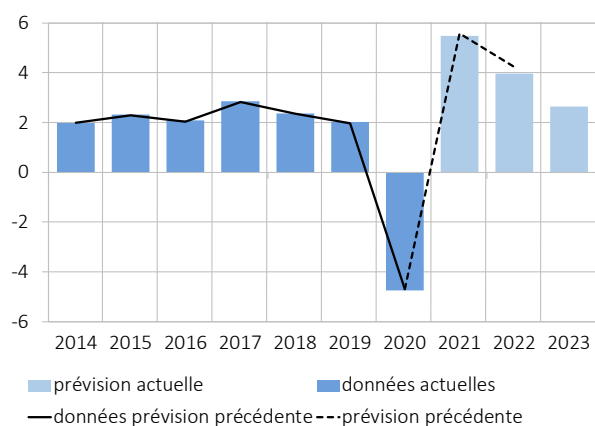
Dans ce contexte, la croissance économique devrait également ralentir sensiblement en Suisse au cours du semestre d'hiver 2021/22. Pour autant que ne soient pas imposées des mesures de politique sanitaire très restrictives, telles que des fermetures d'entreprises à grande échelle, il ne faut toutefois pas s'attendre à ce que la reprise conjoncturelle s'arrête à moyen terme.

Au cours de l'année 2022, les facteurs de ralentissement devraient se dissiper peu à peu. L'immunisation croissante de la population devrait détendre progressivement

la situation pandémique chez les principaux partenaires commerciaux et les pénuries mondiales de capacités de transport et de produits intermédiaires devraient s'atténuer. L'offre de biens devrait ainsi augmenter (reprenant le rythme de la demande) et les pressions inflationnistes devraient diminuer au niveau international.

### graphique 41 : Demande mondiale

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondéré par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



sources : offices statistiques, OCDE, FMI, Groupe d'experts

De ce fait, la croissance économique en Suisse devrait également connaître une nette reprise. Des impulsions sont attendues tant de l'économie d'exportation que de la demande intérieure (graphique 42). Quant à la consommation privée, des effets de rattrapage importants devraient se manifester après un faible semestre d'hiver. La hausse des prix à la consommation a certes un effet de frein, mais l'évolution des revenus a été très favorable jusqu'à récemment et, à la faveur de la reprise économique, la situation sur le marché du travail continue de s'améliorer. Vu que les difficultés d'approvisionnement se sont atténuées et que la demande va croissant, on peut également escompter des effets de rattrapage dans l'activité d'investissement. Dans l'ensemble, le groupe d'experts prévoit **une croissance nettement supérieure à la moyenne** du PIB corrigé des événements sportifs, à savoir de **3,0 % en 2022** contre 3,3 % en 2021

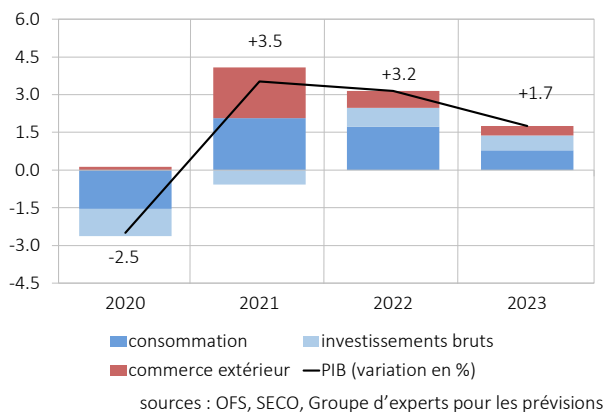


(graphique 43). La révision à la baisse par rapport aux prévisions de septembre (3,4 % pour 2022) s'explique par le fait que les perspectives à court terme sont moins favorables, ce qui retarde la reprise.

Dans la seconde moitié de la période de prévision, les effets de rattrapage s'estompent et on peut escompter une normalisation de la dynamique conjoncturelle. Dès lors, la forte croissance de la demande intérieure et des exportations devrait s'atténuer graduellement ; la croissance du PIB se rapproche à nouveau du potentiel de croissance de l'économie suisse. Pour l'ensemble de l'année 2023, le groupe d'experts prévoit une croissance du PIB encore supérieure à la moyenne, soit de 2 % (valeur corrigée des événements sportifs).

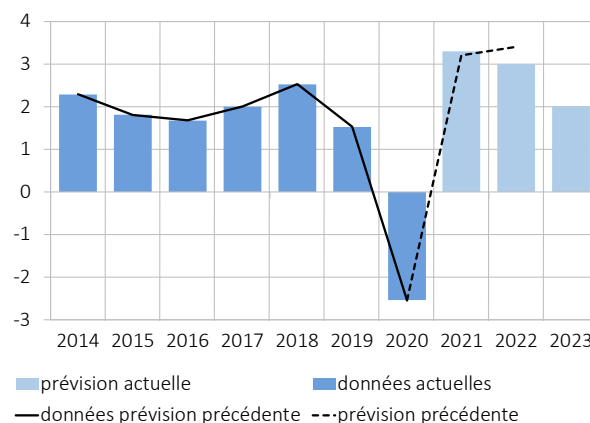
#### graphique 42 : Prévisions du PIB et contributions à la croissance

valeurs réelles désaisonnalisées, y c. événements sportifs, contributions des composantes en points de pourcentage, 2021-2023 : prévisions



#### graphique 43 : Prévision du PIB corrigé des événements sportifs

valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %



La poursuite de la reprise a un impact tangible sur le marché du travail. Le **chômage** devrait continuer de reculer. En 2022, le taux de chômage moyen annuel devrait s'établir à 2,4 % et en 2023, il devrait encore baisser pour atteindre 2,3 % en moyenne annuelle. L'**inflation** devrait augmenter modérément en 2022 pour atteindre 1,1 % en moyenne annuelle, principalement en raison de la hausse des prix des sources d'énergie et des biens intermédiaires ; le pic de l'évolution des prix est attendu durant le semestre d'hiver actuel. En 2023, le taux d'inflation devrait à nouveau être plus bas (0,7 %).



## Risques

L'incertitude est actuellement très élevée et les risques s'orientent vers une dégradation de la situation. Le risque de revers dans le développement de la pandémie s'est accentué, notamment en lien avec le variant Omicron du coronavirus. La mise en œuvre d'éventuelles mesures de politique sanitaire très restrictives pèserait sévèrement sur la reprise.

Il faudrait également s'attendre à des effets ralentisseurs sur la reprise économique si les pénuries de capacités mondiales devaient durer plus longtemps que prévu et si les hausses de l'inflation devaient se traduire par une pression continue sur les prix avec un niveau de taux d'intérêt nettement plus élevé. Il en résulterait alors une aggravation sensible des risques existants liés à l'endettement des États et des entreprises. Les risques se trouveraient également accentués dans le secteur immobilier national.

Le secteur immobilier en Chine représente également un risque mondial. Une crise immobilière ayant un fort impact sur la demande chinoise pourrait peser lourdement sur la marche de l'économie mondiale.

À l'inverse, il est également possible que la reprise en Suisse et dans d'autres économies avancées soit plus vigoureuse que ne le supposent les prévisions du groupe d'experts. Face aux possibilités de consommation limitées, une partie des ménages a constitué depuis le printemps 2020 une épargne supplémentaire importante, qui pourrait être en partie utilisée pour des dépenses de consommation.

**tableau 4 : Conjoncture suisse, décembre 2021<sup>10</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, contributions à la croissance en points de pourcentage,  
PIB et composantes : valeurs réelles désaisonnalisées

	2020	2021 *		2022 *		2023
<b>Produit intérieur brut (PIB) et composantes</b>						
PIB, corrigé des événements sportifs	-2.5	3.3	(3.2)	3.0	(3.4)	2.0
PIB	-2.5	3.5	(3.4)	3.2	(3.6)	1.7
Consommation privée	-3.7	2.6	(2.6)	3.8	(4.2)	2.0
Consommation de l'État	3.5	6.3	(6.4)	-1.5	(-2.5)	-1.9
Investissements dans la construction	-0.5	1.3	(1.8)	0.0	(0.4)	0.2
Investissements en biens d'équipement	-2.5	3.7	(4.5)	4.0	(4.3)	4.0
Exportations de biens	-1.7	7.7	(5.9)	3.8	(5.1)	4.1
Exportations de services	-14.6	8.5	(7.2)	10.0	(10.3)	5.6
Importations de biens	-6.3	4.0	(4.1)	4.3	(5.1)	5.0
Importations de services	-10.5	7.0	(5.9)	8.4	(8.4)	5.5
<b>Contributions à la croissance du PIB</b>						
Demande intérieure finale	-2.0	2.8	(3.0)	2.4	(2.6)	1.5
Commerce extérieur	0.1	2.0	(1.3)	0.7	(1.0)	0.4
<b>Marché du travail et prix</b>						
Emplois en équivalents plein temps	0.1	0.5	(0.2)	1.5	(1.3)	0.9
Taux de chômage en %	3.1	3.0	(3.0)	2.4	(2.7)	2.3
Indice des prix à la consommation	-0.7	0.6	(0.5)	1.1	(0.8)	0.7

sources : OFS, SECO

\* prévisions du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, entre parenthèses : prévisions précédentes

**tableau 5 : Conjoncture internationale et cadre monétaire, décembre 2021<sup>11</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, PIB et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées

	2020	2021 *		2022 *		2023
<b>PIB, comparaison internationale</b>						
États-Unis	-3.4	5.6	(6.0)	4.0	(4.0)	2.4
Zone euro	-6.5	4.9	(4.8)	3.7	(4.2)	2.5
Allemagne	-4.9	2.7	(3.0)	3.9	(4.4)	2.5
Royaume-Uni	-9.7	6.8	(6.7)	5.0	(5.5)	2.3
Japon	-4.7	1.8	(2.3)	3.8	(3.0)	1.4
Pays du Bric	-0.9	7.4	(7.6)	5.6	(5.7)	4.9
Chine	2.3	8.0	(8.3)	5.3	(5.6)	5.4
Demande mondiale	-4.7	5.5	(5.6)	4.0	(4.2)	2.6
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	41.8	70.7	(68.1)	77.3	(72.3)	80.9
<b>Suisse</b>						
Saron en %	-0.7	-0.7	(-0.7)	-0.7	(-0.7)	-0.6
Rendement des emprunts à 10 ans en %	-0.5	-0.3	(-0.3)	-0.1	(-0.2)	0.1
Indice réel du cours du franc	3.9	-2.5	(-2.4)	0.6	(0.0)	0.0

sources : SECO, institutions statistiques compétentes

\* hypothèses du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions, entre parenthèses : hypothèses précédentes

<sup>10</sup> Exportations, importations et contribution à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.

<sup>11</sup> Pays du Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.

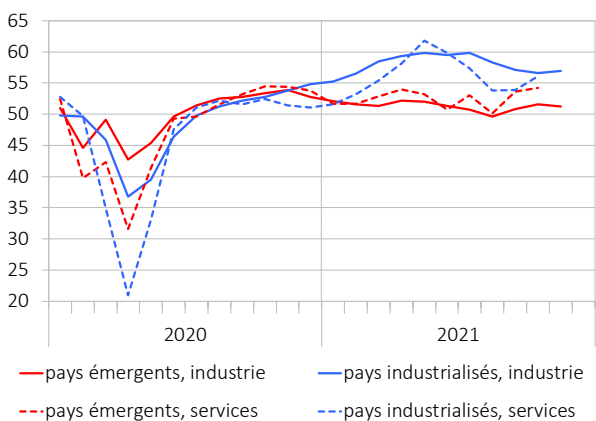
# Environnement international et monétaire

## Économie mondiale

L'essor de l'économie mondiale a globalement perdu de son dynamisme au 3<sup>e</sup> trimestre. Les pénuries de biens intermédiaires, l'allongement des délais de livraison et l'augmentation massive des coûts de transport ont freiné le secteur industriel au niveau international. Bien que les carnets de commandes soient pleins, la production industrielle a baissé dans plusieurs pays. Répercutées dans une certaine mesure sur le consommateur final et combinées à la forte augmentation des prix de l'énergie, les hausses de coûts ont entraîné un accroissement important de l'inflation, ce qui a réduit le pouvoir d'achat des ménages. En Chine, les mesures prises pour endiguer le coronavirus ont ralenti la progression du secteur des services et aggravé le manque global de capacités de transport maritime. Bien qu'ils laissent présager une poursuite de l'expansion de l'économie mondiale, les indicateurs actuels suggèrent un ralentissement de la dynamique (graphique 44).

**graphique 44 : Indices des directeurs d'achat**

valeurs désaisonnalisées, seuil de croissance = 50, services : indice d'activité commerciale



source : Markit

Le Groupe d'experts de la Confédération s'attend à ce que les facteurs de ralentissement mentionnés ne s'atténuent nettement qu'au cours de l'année 2022 et révisé à

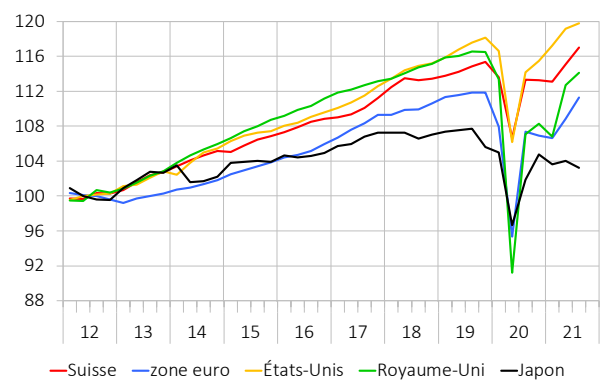
la baisse ses prévisions à court terme concernant la croissance de la demande mondiale. En 2023, on peut escompter une normalisation de la conjoncture.

### Zone euro

Dans la **zone euro**, la reprise s'est légèrement accélérée au 3<sup>e</sup> trimestre pour atteindre 2,2 % (graphique 45)<sup>12</sup>. Le secteur des services, qui a bénéficié de nouvelles mesures d'assouplissement intermédiaires ou de difficultés de restrictions, a notamment contribué à la forte croissance. Dans l'industrie manufacturière, en revanche, la dynamique s'est nettement affaiblie en raison du manque de produits livraison. Du côté des dépenses, la reprise du 3<sup>e</sup> trimestre a été largement soutenue par la consommation privée, de nombreux ménages ayant profité des possibilités à nouveau disponibles, par exemple dans l'hôtellerie et les voyages. L'activité d'investissement a par contre souffert des perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales et d'une pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée.

**graphique 45 : PIB, comparaison internationale**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2012 = 100



sources : SECO, Eurostat, U.S. BEA, U.K. ONS, CaO Japan

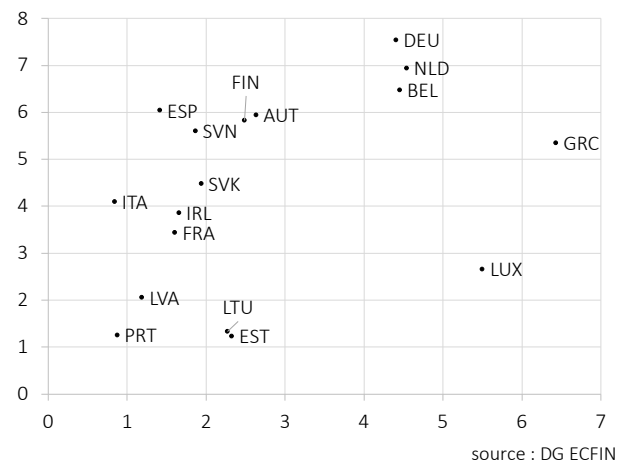
À considérer la situation pays par pays, le tableau est mitigé. L'**Allemagne** a de nouveau progressé plus lentement (+1,7 %) que l'ensemble de la zone euro, car l'importante

<sup>12</sup> Sauf indication contraire, les commentaires ci-après se réfèrent, pour tous les pays, aux séries réelles et désaisonnalisées en comparaison avec le trimestre précédent ainsi qu'aux valeurs désaisonnalisées du marché du travail.

industrie automobile et mécanique, donc l'industrie allemande dans son ensemble, a été durement touchée par les difficultés globales d'approvisionnement et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (graphique 46). L'Italie a été moins affectée, sa croissance de 2,6 % étant à nouveau supérieure à celle de la zone euro dans son ensemble. En Espagne, la croissance du PIB s'est certes accélérée par rapport au trimestre précédent, mais elle est restée inférieure à la moyenne (2,0 %) par rapport aux pays voisins. Bien que les mesures de confinement y aient été assouplies, le taux de chômage élevé et les fortes hausses des prix de l'énergie ont freiné la consommation privée. En France, la croissance s'est accélérée, portée par la consommation privée, pour atteindre 3,0 %. La France a ainsi retrouvé, avant l'Allemagne, le niveau du PIB d'avant la crise (graphique 47).

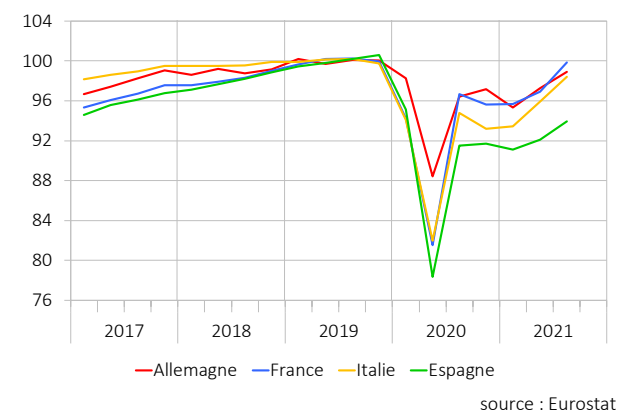
**graphique 46 : Entraves à la production au 4<sup>e</sup> trimestre**

axe X : pénurie de personnel, axe Y : pénurie d'intrants et manque de capacités, valeurs standardisées, désaisonnalisées, en %, Code ISO des pays



**graphique 47 : PIB, divers pays de la zone euro**

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne de 2019 = 100

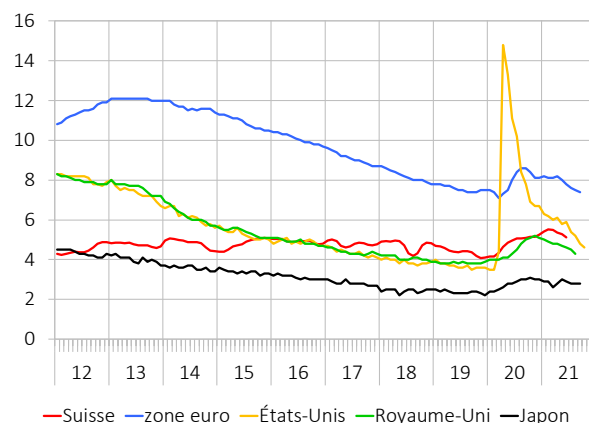


Ces derniers mois, le marché du travail de la zone euro a évolué au diapason de l'activité économique. Poursuivant sa baisse, le taux de chômage a retrouvé son niveau de février 2020, soit 7,4 % (graphique 48). Les baisses les

plus récentes ont été particulièrement importantes en Espagne et en Grèce. Si les mesures d'atténuation, telles que l'allocation de chômage partiel en Allemagne, jouent toujours un rôle, la proportion de travailleurs bénéficiant de telles mesures a continué de diminuer au cours des derniers mois.

**graphique 48 : Chômage, comparaison internationale**

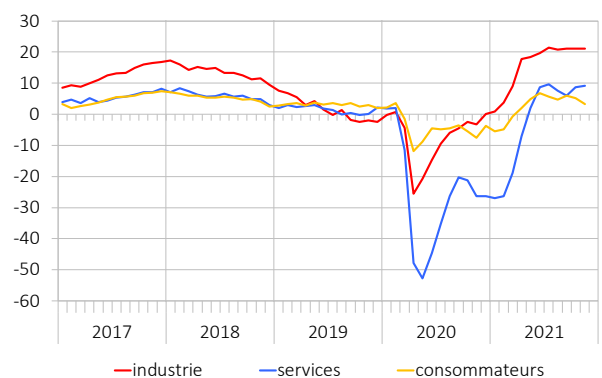
taux au sens du BIT, valeurs désaisonnalisées, en %



La reprise devrait se poursuivre de manière nettement ralentie au cours du semestre d'hiver. En novembre, la forte hausse de l'inflation a affecté le climat de consommation et devrait freiner les dépenses des ménages privés (graphique 49). À cela s'ajoute la persistance de difficultés d'approvisionnement qui ralentissent la reprise dans l'industrie. Depuis plusieurs mois, la sous-composante correspondante de l'indicateur du climat économique ne fait que stagner, bien qu'à un niveau très élevé. En outre, plusieurs pays de la zone euro ont durci ou prévoient de renforcer les mesures de confinement, ce qui pèsera à nouveau sur le secteur des services.

**graphique 49 : Indicateurs de confiance, zone euro**

sous-composantes de l'indicateur du climat économique (ESI), soldes, valeurs désaisonnalisées et corrigées de la valeur moyenne



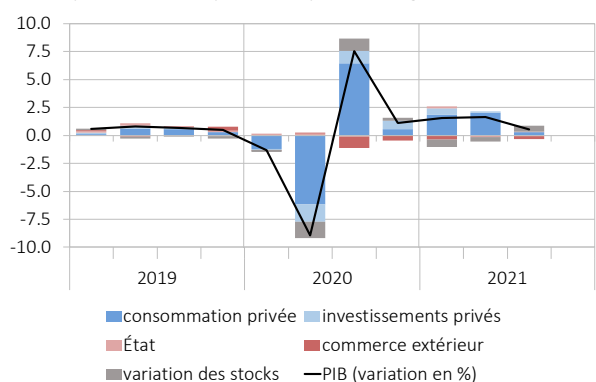
Le groupe d'experts s'attend à ce que la reprise dans la zone euro reparte au cours de l'année 2022 au fur et à mesure que les goulets d'étranglement s'atténueront et que la situation épidémiologique se détendra. En 2023, le cours de la conjoncture devrait se normaliser. Le niveau du PIB d'avant la crise devrait être retrouvé dès le printemps 2022.

## États-Unis

La dynamique conjoncturelle aux États-Unis s'est ralentie au 3<sup>e</sup> trimestre et le PIB a progressé de 0,5 % après les fortes hausses des trimestres précédents (graphique 50). La suppression des mesures de soutien fiscal, les problèmes des chaînes d'approvisionnement internationales ainsi que la forte hausse des prix à la consommation ont sans doute joué un rôle. En particulier, la consommation de biens durables tels que les appareils ménagers et les voitures s'est effondrée de 7,4 %. En revanche, les services impliquant de nombreux contacts, comme les offres gastronomiques ou les concerts, ont été nettement plus demandés. L'activité d'investissement a aussi été affectée par des difficultés d'approvisionnement : la construction et les investissements en biens d'équipement ont diminué. Seuls les investissements en propriété intellectuelle et une très forte augmentation des stocks ont contribué positivement à la croissance du PIB. Quant à l'impulsion donnée par le commerce extérieur, elle a été globalement négative.

**graphique 50 : Contributions des composantes, États-Unis**

valeurs réelles désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent, en points de pourcentage



source : U.S. BEA

La situation sur le marché du travail a toutefois continué de s'améliorer. En octobre, le taux de chômage était tombé à 4,6 % et l'emploi avait nettement progressé. En avril 2020, environ 15 % de tous les emplois avaient été supprimés ; depuis lors, l'emploi n'est plus que de 2,8 % en dessous de son niveau d'avant la crise. L'emploi a connu une forte croissance ces derniers mois, notamment dans le secteur de la restauration ; mais dans de nombreux secteurs, il reste difficile de trouver la main-

d'œuvre adéquate. La demande dépasse clairement l'offre : en août, on comptait plus de 10 millions d'emplois vacants pour seulement 8,3 millions de demandeurs d'emploi. Le taux de participation plafonne à 61,6 %, alors qu'il était encore de 63,3 % avant la crise. Certes, les indemnités de chômage majorées, qui ont probablement fait l'effet d'incitations négatives, ont pris fin en septembre. Néanmoins, les soucis de santé d'une partie de la population, l'absence de structures d'accueil pour les enfants et les fermetures d'écoles ont de quoi dissuader certaines personnes de rejoindre le marché du travail. Une autre raison de la pénurie de personnel pourrait être la réorientation professionnelle de certains travailleurs, qui hésitent dès lors à reprendre leur ancien poste.

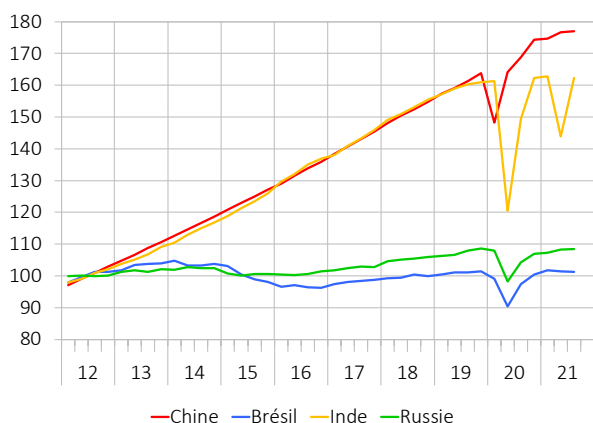
La croissance économique devrait reprendre un peu de vigueur au cours des prochains trimestres : les ventes au détail ont atteint un nouveau sommet en octobre et, récemment, le climat de confiance s'est clairement amélioré, en particulier dans le secteur des services. Des impulsions fiscales sont attendues de la loi sur les infrastructures récemment adoptée. En revanche, les difficultés d'approvisionnement et la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation devraient avoir temporairement un effet ralentisseur. Dans l'ensemble, le groupe d'experts s'attend pour 2022 à une forte expansion, qui devrait se normaliser en 2023.

## Chine

La croissance du PIB en Chine a nettement ralenti à 0,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre (graphique 51). La reprise est freinée par les pénuries d'énergie et par les problèmes du secteur immobilier, auxquels viennent s'ajouter les perturbations du trafic maritime. La production industrielle n'a augmenté que de 3,1 % en septembre par rapport à l'année précédente, soit le taux le plus bas depuis mars 2020 où la production avait été interrompue en raison de la pandémie. Les activités liées à l'immobilier – y compris la production de ciment et d'acier – ont enregistré de fortes baisses. De plus, l'économie intérieure chinoise a été quelque peu freinée par des mesures de confinement imposées dans plusieurs villes en juillet et août. Le commerce extérieur a continué de fournir des contributions positives : la forte demande de machines, de biens électroniques, mais aussi d'appareils ménagers et de mobilier, a stimulé la croissance des exportations. La balance commerciale présente ainsi un important excédent d'environ 70 milliards de dollars US par mois (graphique 52).

**graphique 51 : PIB, pays du groupe Bric**

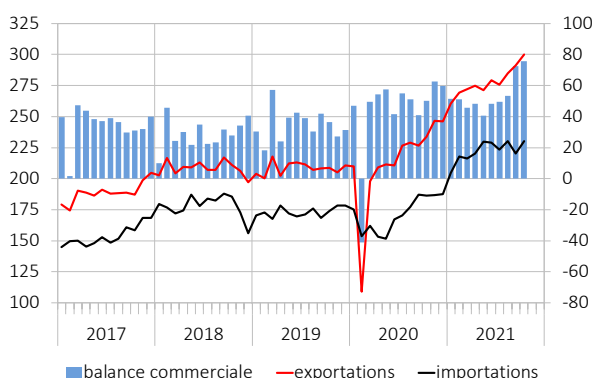
valeurs réelles, désaisonnalisées, moyenne de 2012 = 100

sources : NBS Chine, IBGE, Rosstat, OCDE  
(désaisonn. pour la Russie : SECO)

Au 4<sup>e</sup> trimestre se dessine une évolution mitigée. En octobre, la production industrielle a augmenté, mais de nouveaux cas de contamination par le Covid-19 ont entraîné des mesures de confinement locales, ce qui a freiné la dynamique des ventes au détail. L'indice des directeurs d'achat du secteur des services s'est également quelque peu affaibli. En outre, les prix des logements ont chuté en octobre. Suite à une réglementation gouvernementale plus stricte et à la nervosité des investisseurs face à la crise de l'Evergrande, le secteur immobilier est sous pression. Sur la période prévisionnelle, il devrait fournir moins d'impulsions que les années précédentes. Dans l'ensemble, le Groupe d'experts de la Confédération révisé légèrement à la baisse ses prévisions pour 2021 et 2022. En 2023, la croissance devrait se stabiliser.

**graphique 52 : Commerce de marchandises, Chine**

valeurs désaisonnalisées, en milliards de dollars US



source : China Customs Statistics Information Center

**Autres pays**

La reprise s'est également ralentie au **Royaume-Uni** après une forte croissance au trimestre précédent. Le PIB a augmenté de 1,3 %, ce qui est encore 2,1 % en dessous du niveau d'avant la crise. Une pénurie marquée de

main-d'œuvre qualifiée consécutive au Brexit, notamment dans le secteur de la logistique, a affecté à la fois la consommation de biens et l'investissement. En revanche, le secteur des services a fortement progressé après la levée des dernières mesures de confinement en juillet. La dynamique conjoncturelle devrait quelque peu s'affaiblir au cours des prochains trimestres : les indices des directeurs d'achat se sont certes stabilisés à un niveau élevé en novembre, mais les difficultés d'approvisionnement et l'impact croissant de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat pèsent sur la reprise, du moins à court terme. Le groupe d'experts prévoit une nouvelle accélération de la croissance pour l'été 2022, où le PIB devrait retrouver son niveau d'avant la crise.

Des difficultés d'approvisionnement ont également affecté l'industrie **japonaise**, notamment l'importante industrie automobile. De plus, le ralentissement en Chine et les mesures de confinement imposées dans plusieurs préfectures ont pesé sur la reprise : le PIB s'est contracté de 0,8 %, alors qu'il avait encore légèrement progressé au trimestre précédent. L'économie japonaise devrait connaître une expansion plus forte au cours des prochains trimestres. Après la fin de l'état d'urgence en octobre, le climat de consommation et l'indice des directeurs d'achat ont tous deux atteint leur plus haut niveau depuis 2019. En outre, un train important de mesures fiscales a été adopté. En conséquence, le groupe d'experts révisé légèrement à la hausse ses prévisions de croissance pour l'année prochaine.

L'économie de **l'Inde** s'est redressée au 3<sup>e</sup> trimestre après les mesures de lutte contre la pandémie mises en œuvre au trimestre précédent (graphique 51). La levée de ces mesures a entraîné une forte hausse de la consommation privée et des investissements. Les indicateurs disponibles laissent entrevoir une poursuite de la reprise. Vu la forte chute antécédente, le groupe d'experts s'attend à une croissance légèrement plus faible cette année, puis à une reprise un peu plus forte que prévu l'année prochaine. En **Russie** la croissance a quelque peu ralenti au 3<sup>e</sup> trimestre, mais l'économie a bénéficié d'une nouvelle hausse des prix de l'énergie. Vu le nombre élevé des nouvelles infections et le faible taux de vaccination, le gouvernement a décrété début novembre une semaine de congé obligatoire dans tout le pays et a mis Moscou en état de confinement, ce qui devrait peser sur la croissance durant le trimestre en cours. Au **Brésil**, la situation épidémiologique s'est certes apaisée, mais l'insécurité accrue, les taux d'inflation élevés et la sécheresse pèsent sur l'économie : le PIB a de nouveau légèrement reculé au 3<sup>e</sup> trimestre. Pour les **pays du Bric** (Brésil, Russie, Inde, Chine), le groupe d'experts révisé légèrement à la baisse ses prévisions concernant 2021 et 2022.

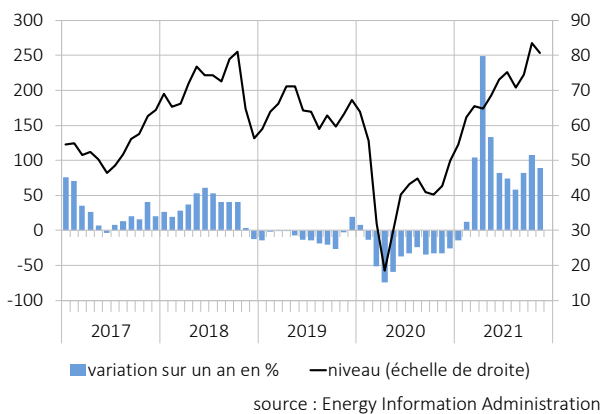
## Cadre monétaire

### Prix en comparaison internationale

L'inflation au niveau international a continué de progresser en automne, dépassant parfois nettement les valeurs cibles des banques centrales. Le niveau élevé des taux d'inflation tient, pour une part importante, aux prix de l'énergie<sup>13</sup>. En automne, le prix du baril de pétrole brut a presque doublé par rapport à la même période de l'année précédente (graphique 53). Cet effet de base devrait s'atténuer sensiblement au cours des prochains mois et freiner l'inflation, surtout si la récente correction à la baisse des prix du pétrole devait s'avérer durable.

graphique 53 : Prix du pétrole

en dollars US



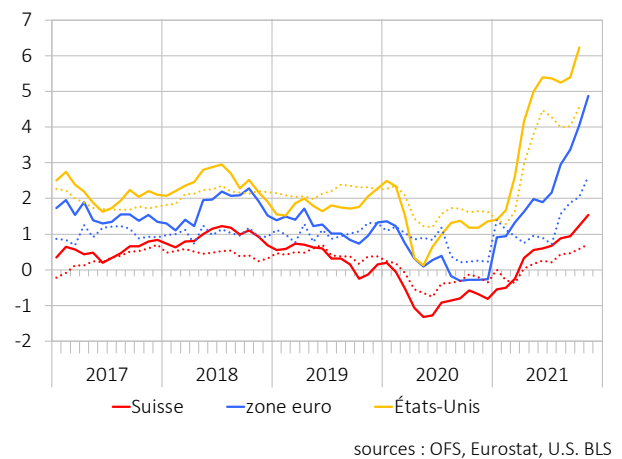
Mais la tendance à la hausse de l'inflation sous-jacente (à l'exclusion des composantes volatiles que sont l'énergie et les denrées alimentaires) s'est poursuivie en de nombreux endroits. D'autres effets collatéraux de la pandémie – goulets d'étranglement dans l'approvisionnement, augmentation des frais de transport, glissements de la demande – ont contribué à la forte hausse des prix de certains produits comme les automobiles.

Dans la **zone euro**, l'inflation a atteint 4,9 % en novembre, soit de loin le niveau le plus élevé depuis la fondation de l'Union monétaire. Près de la moitié du taux élevé d'inflation est due aux prix de l'énergie, le taux de base s'élevant à 2,6 % (graphique 54). La dépréciation de l'euro a également contribué à la forte évolution des prix. Outre les pays baltes, c'est surtout l'Allemagne qui connaît des taux d'inflation élevés en raison d'un effet spécial lié à la TVA (6 % en novembre)<sup>14</sup>. Mais d'autres pays, comme l'Espagne et l'Italie, ont également connu une

forte hausse, l'inflation y atteignant respectivement 5,2 % et 4,0 % en novembre.

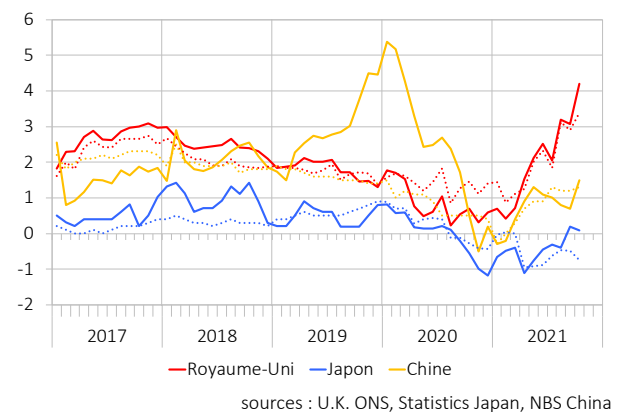
graphique 54 : Inflation, comparaison internationale

variation sur un an en %, en pointillés : inflation sous-jacente respective



graphique 55 : Inflation, autres pays

variation sur un an en %, en pointillés : inflation sous-jacente respective



Au **Royaume-Uni**, l'inflation a continué d'augmenter pour atteindre 4,2 % en octobre, son niveau le plus élevé depuis dix ans. Aux **États-Unis**, l'inflation a dépassé les 5 % dès le mois de juin et a encore grimpé en octobre pour atteindre 6,2 %. Elle a ainsi atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans. Le taux de base a augmenté pour

<sup>13</sup> Voir l'encadré intitulé « Les risques d'inflation augmentent au niveau international ; mais pas de signe pour l'instant d'une spirale inflationniste en Suisse » dans la présente édition de « Tendances conjoncturelles ».

<sup>14</sup> Source : Eurostat. Au second semestre 2020, une baisse temporaire du taux de TVA a eu lieu en Allemagne, ce qui entraîne une hausse jusqu'en décembre des taux d'inflation actuels d'environ 1,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, voir Deutsche Bundesbank, rapport mensuel de novembre 2021, p. 60.



atteindre 4,6 %. Enfin, en **Suisse** aussi, l'inflation a continué d'augmenter, s'élevant à 1,5 % en novembre. En revanche, l'inflation reste faible en **Chine** et au **Japon**.

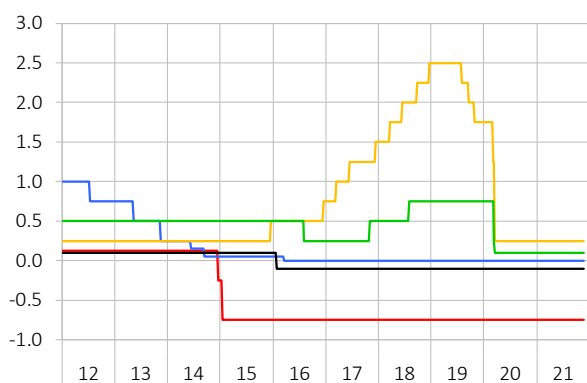
Le Groupe d'experts de la Confédération s'attend à ce que les taux d'inflation diminuent progressivement au cours des prochains mois. D'une part, les effets de base liés aux prix de l'énergie devraient s'estomper ; d'autre part, les autres effets en lien avec la pandémie devraient également s'atténuer.

## Politique monétaire

En novembre 2021, la **Réserve fédérale américaine** (Fed) a maintenu la marge de fluctuation de son taux directeur à 0 %-0,25 % (graphique 56). Elle a annoncé en même temps qu'elle réduirait ses achats d'obligations de 15 milliards de dollars pour un montant total de 105 milliards de dollars par mois (« Tapering ») compte tenu de la reprise économique en cours. Les premiers pas de la normalisation de la politique monétaire étaient très attendus par les opérateurs des marchés financiers.

graphique 56 : Taux d'intérêt de référence

en %



— Suisse — zone euro — États-Unis — Royaume-Uni — Japon

sources : BNS, BCE, Fed, BoE, BoJ

Fin octobre, la **Banque centrale européenne (BCE)** a annoncé qu'elle poursuivrait sa politique monétaire expansionniste. Elle a maintenu le taux directeur à 0,0 %, le programme d'achats actifs d'un montant mensuel de 20 milliards d'euros ainsi que le programme d'urgence en cas de pandémie (PEPP) d'un montant de 1 850 milliards d'euros. Selon la BCE, les taux d'inflation élevés de la zone euro, qui devraient être avant tout de nature temporaire (prix élevés de l'énergie, difficultés d'approvisionnement, effets de base), ne devraient donc pas nécessiter de nouvelles mesures de politique monétaire dans l'immédiat.

En matière de politique monétaire, la **Banque nationale suisse** (BNS) reste également fidèle à sa ligne expansionniste. Lors de l'examen de la situation économique et

monétaire de septembre, elle a confirmé le taux directeur de -0,75 %. L'appréciation du franc est toujours jugée élevée, raison pour laquelle la BNS est toujours prête à intervenir au besoin sur le marché des devises.

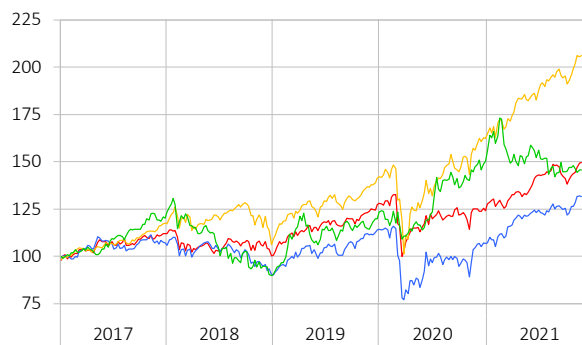
Lors de sa réunion de novembre, la **Banque d'Angleterre** a maintenu le cap de sa politique monétaire et laissé son taux directeur inchangé à 0,1 %. De même, le programme d'achats actifs se poursuit avec un volume cible inchangé de 895 milliards de livres. Au **Japon** également, le taux directeur reste à -0,1 %, sans changement.

## Marchés des actions

En septembre, les marchés des actions en Suisse, dans la zone euro et aux États-Unis ont subi des revers importants (graphique 57), notamment en raison de taux d'inflation élevés, en particulier aux États-Unis, et des craintes corrélatives d'une normalisation plus rapide de la politique monétaire. Jusqu'en novembre, les marchés se sont redressés et ont atteint de nouveaux records. C'est notamment le cas du marché boursier américain, où l'indice S&P500 a été dopé par les bons résultats des grandes entreprises du secteur technologique. Fin novembre, il cotait plus de 20 % de plus qu'au début de l'année. L'Euro Stoxx européen ainsi que le SMI ont également enregistré d'importants gains de change. Par contre, l'indice chinois CSI 300 stagne depuis plusieurs mois et cotait fin novembre près de 12 % de moins qu'en début d'année, freiné par des données conjoncturelles plus faibles et des risques de faillite chez les promoteurs immobiliers.

graphique 57 : Marchés des actions

moyenne de janvier 2017 = 100



— Suisse SMI — Euro Stoxx — USA S&P 500 — Chine CSI 300

sources : SWX, Stoxx, S&P Dow Jones, CSI

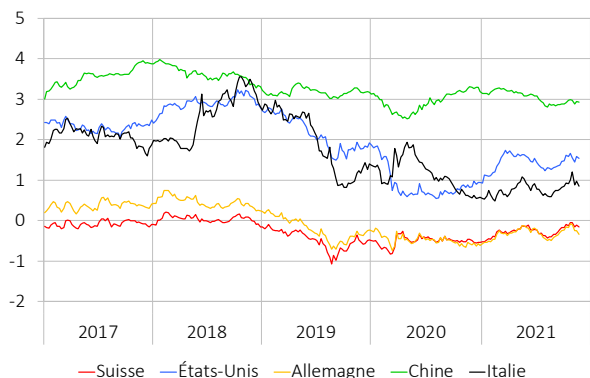
## Marchés des capitaux

La hausse des chiffres de l'inflation au cours des derniers mois a entraîné une augmentation des anticipations d'inflation et, par conséquent, des rendements des emprunts d'État à dix ans. La hausse des taux d'intérêt restant toutefois modérée, les rendements dans de nombreux pays sont revenus fin novembre à des niveaux



proches de ceux du printemps (graphique 58). Fin novembre, les rendements des emprunts d'État américains étaient légèrement supérieurs à 1,5 %, tandis que ceux de l'Allemagne et de la Suisse demeuraient en terrain négatif. Le différentiel de taux d'intérêt entre la Suisse et l'Allemagne est resté positif, atteignant fin novembre le niveau record de près de 0,2 point de pourcentage, ce qui devrait contribuer à la pression à la hausse sur le franc suisse.

**graphique 58 : Rendement des emprunts d'État à dix ans en %**



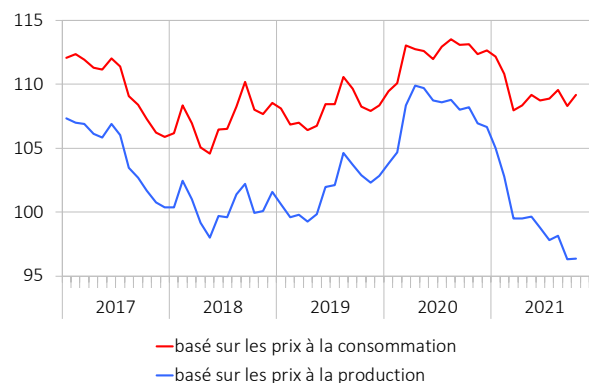
source : Macrobond Financial AB

## Cours de change

Depuis septembre, le franc suisse a regagné de son attrait face à l'euro. Fin novembre, il s'échangeait autour de 1,05 franc pour un euro, ce qui correspond à son niveau le plus bas depuis le début de la pandémie. La récente appréciation par rapport à l'euro reflète toutefois davantage une faiblesse de l'euro qu'un renforcement général du franc. Cela se voit par exemple dans le taux de change du franc suisse par rapport au dollar américain, qui suit depuis plusieurs mois un cours stable ou qui présente une légère tendance à la dépréciation du franc.

Mesuré aux prix à la consommation, le franc suisse, depuis le printemps, a évolué latéralement, en termes réels et pondérés par les échanges commerciaux (graphique 59). En octobre, l'indice était supérieur de 9 % à la moyenne à long terme. En revanche, l'indice basé sur les prix à la production a continué de baisser, se stabilisant en octobre à son niveau le plus bas depuis dix ans. Cette tendance à la baisse indique que les prix à la production ont augmenté plus fortement à l'étranger qu'en Suisse, ce qui devrait avoir un effet globalement positif sur la compétitivité-prix des entreprises exportatrices suisses.

**graphique 59 : Indices de cours de change réels pondérés par les échanges, moyenne historique = 100**



sources : BNS, J.P. Morgan

## Thème spécial

### Les effets du Covid-19 sur le marché du travail en Suisse

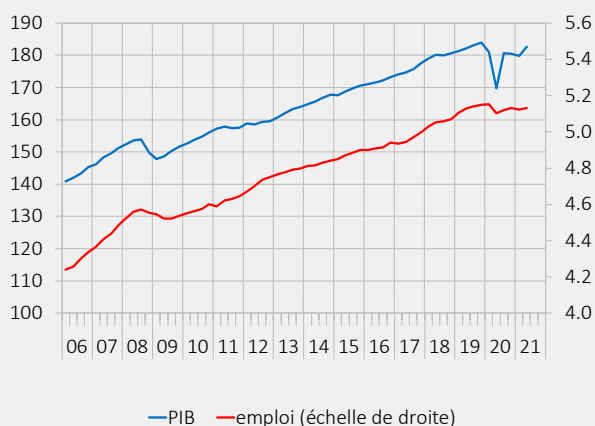
Alors que le marché du travail suisse se portait encore très bien au début de l'année 2020, la situation a changé très rapidement en mars 2020 avec le déclenchement de la pandémie de Covid 19. Les indicateurs montrent toutefois que les effets négatifs sur le marché du travail ont été sensiblement atténués grâce aux mesures de stabilisation qui ont été mises en œuvre.

#### Emploi : chute suivie d'une reprise rapide

Mesuré à l'ampleur des pertes de valeur ajoutée, l'impact négatif de la pandémie sur l'emploi est resté relativement modéré. Au cours du premier semestre 2020, le nombre désaisonnalisé d'offres d'emploi a diminué de 23 % et le nombre désaisonnalisé de travailleurs de 50 000, soit 1,0 % (graphique 60), selon la statistique de l'emploi (Statem). Au second semestre 2020, l'emploi s'est partiellement redressé avant de reculer à nouveau légèrement au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 suite à un durcissement des mesures de lutte contre le coronavirus. Au 2<sup>e</sup> trimestre, le nombre des travailleurs s'est redressé, mais il était encore inférieur de 20 000, soit de 0,4 %, à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, au moment du déclenchement de la crise du Covid 19.

#### graphique 60 : PIB et emploi

valeurs désaisonnalisées, PIB : réel en milliards de CHF, emploi : en millions



sources : SECO, OFS

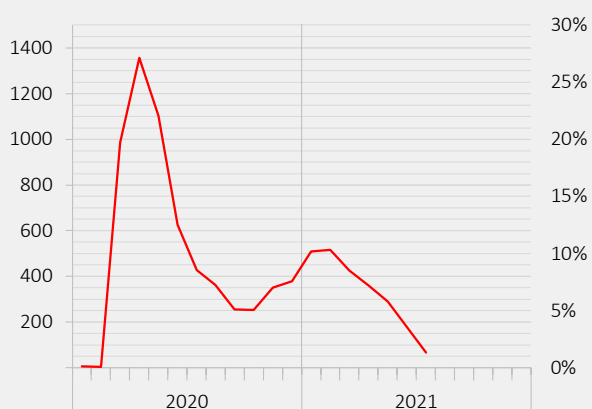
En équivalents plein temps, la moyenne annuelle pour 2020 s'est encore traduite par une augmentation marginale de l'emploi de 0,1 % par rapport à 2019, en raison du niveau initial élevé en début d'année. Toutefois, cette valeur néglige la perte de travail compensée aux entreprises par le versement des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (IRHT). Selon l'OFS, les heures travaillées ont enregistré en 2020 une forte baisse, de l'ordre de 3,7 %. Cette baisse aurait été encore plus importante si les heures normales de travail n'avaient pas augmenté en 2020, notamment en raison de jours fériés tombant le week-end. Au total, selon le SECO, 376,5 millions d'heures perdues ont été compensées en 2020 par le chômage partiel, ce qui correspond à pas moins de 4,5 % des heures de travail normales en 2020. La baisse de l'emploi et des heures travaillées a varié selon les secteurs. Celui de l'hôtellerie et de la restauration, qui a été le plus durement touché par la pandémie et les restrictions économiques, a enregistré de loin la plus forte baisse en 2020 (-29 %).

Sur la base des demandes d'IRHT, la perte de travail depuis le début de la crise peut être observée d'un mois à l'autre et secteur par secteur (graphique 61). Au plus fort de la première vague pandémique, en avril 2020, un bon quart des employés en Suisse recevaient une IRHT. Dans ce même mois, un bon 15 % du volume annuel normal de travail a été perdu et compensé par des IRHT. Suite aux mesures d'assouplissement de l'été 2020, les demandes de versement d'IRHT ont sensiblement et rapidement diminué. En septembre et octobre 2020, 5 % des travailleurs bénéficiaient encore de l'IRHT et l'absentéisme se situait encore aux alentours de 2 % du volume annuel normal de travail.

Par rapport à la première vague, le recours à l'indemnité RHT lors de la deuxième vague était plus clairement axé sur les secteurs soumis à des restrictions majeures, à savoir l'hôtellerie et les arts, spectacles et loisirs. Toutefois, elle a également joué un rôle considérable dans divers secteurs qui n'ont été que partiellement ou indirectement touchés, tels que les transports (notamment l'aviation et les services connexes), le commerce (notamment les secteurs fermés) ou l'industrie manufacturière (en

particulier dans les industries textile, horlogère et métallurgique). En janvier et février 2021, environ 10 % des employés ont à nouveau bénéficié d'IRHT. L'absentéisme a avoisiné 6 % du volume annuel normal de travail avant de régresser peu à peu au fur et à mesure de l'assouplissement des restrictions.

**graphique 61 : Salariés bénéficiant d'indemnités RHT**  
en milliers (échelle de gauche), pourcentage des travailleurs (échelle de droite)



sources : SECO, OFS

### Chômage : hausse rapide mais limitée

Au printemps 2020, le taux de chômage désaisonnalisé a fortement augmenté suite à l'effondrement sans précédent de l'activité économique, passant de 2,3 % en février à 3,5 % en mai et juin 2020. Dans les mois suivants, le taux de chômage a légèrement diminué, puis il est resté stable autour de 3,3 % durant l'automne 2020, pendant la deuxième vague de la pandémie. Bien qu'ayant continué de baisser au printemps 2021, il était encore de 2,8 % en septembre 2021.

La hausse du taux de chômage durant la crise du coronavirus s'est ainsi limitée jusqu'à présent à un maximum de 1,2 point de pourcentage. Par rapport à son niveau d'avant la crise (février 2020), le taux de chômage désaisonnalisé, à la fin septembre 2021, était encore supérieur de 24 500 et le nombre des demandeurs d'emploi inscrits s'élevait à 41 700. Environ la moitié de la hausse du chômage liée à la crise était ainsi compensée à la fin du mois d'août.

### Chômage par sexe, groupe d'âge et région

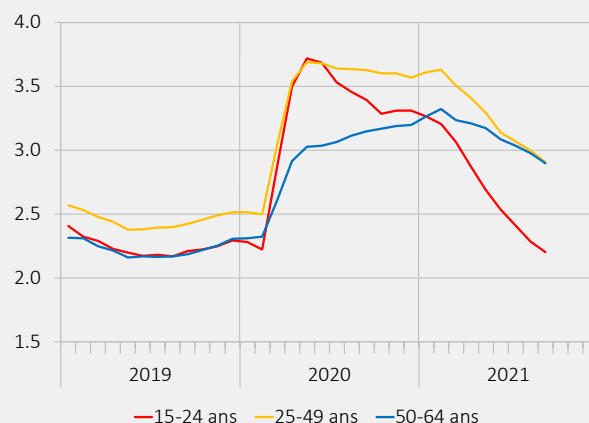
Corrigé des variations saisonnières et comparé aux niveaux d'avant la crise, le taux de chômage des femmes a augmenté d'un maximum de 1,0 point de pourcentage et celui des hommes de 1,2 point pendant la crise du coronavirus. Le taux de chômage des hommes était légèrement supérieur à celui des femmes, comme c'était déjà le cas avant la pandémie. Mais depuis mars 2021, l'un et l'autre sont en forte baisse. À la fin du mois de septembre

2021, le taux de chômage désaisonnalisé dépassait encore de 0,3 point de pourcentage pour les femmes, contre 0,4 point pour les hommes, le niveau d'avant la crise.

Un peu plus importantes sont les différences d'évolution entre les classes d'âge (cf. graphique 62, graphique 63). Dans une des premières phases de la pandémie, on a observé une hausse disproportionnée du taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans. Toutefois, la situation s'est déjà sensiblement détendue au cours du second semestre. Ce schéma n'a rien d'inhabituel. En général, le chômage des jeunes est plus fortement affecté par les fluctuations cycliques. Étant nouveaux sur le marché du travail, les jeunes sont nombreux à occuper un emploi temporaire ou à travailler pour des sociétés de location de personnel, et leurs contrats de travail sont généralement les premiers à être résiliés ou à ne plus être renouvelés en cas de crise. Mais ils profitent généralement davantage des phases de reprise économique, ce que l'on peut également observer dans cette crise.

En revanche, dans le groupe d'âge des 50 ans et plus, l'augmentation du taux de chômage a été moins forte. Cette évolution s'est néanmoins poursuivie au second semestre 2020, tandis que le taux de chômage se stabilisait chez les personnes de 25 à 49 ans. Là également, l'évolution se déroule selon le schéma habituel. De manière générale, les travailleurs plus âgés sont moins souvent au chômage ; mais le cas échéant, ils le restent plus longtemps. Cette dynamique s'explique notamment par le fait que les chômeurs âgés sont moins susceptibles d'occuper un emploi temporaire et qu'ils ont souvent plus de difficultés à retrouver un emploi leur convenant.

**graphique 62 : Taux de chômage par groupe d'âge**  
valeurs désaisonnalisées, en %



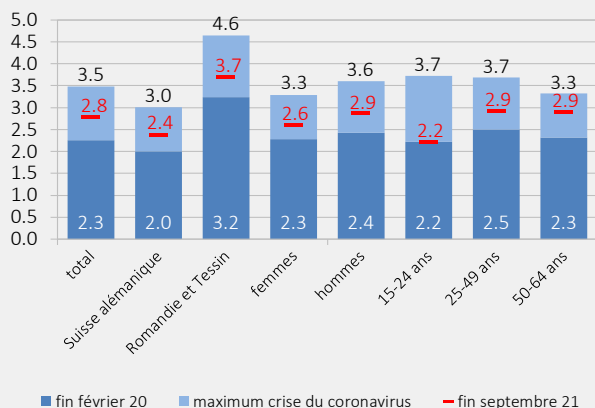
source : SECO

Après une légère hausse consécutive à la deuxième vague de coronavirus de l'hiver 2020/21, le taux de chômage a ensuite baissé à nouveau pour toutes les classes d'âge à partir du début du 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Chez les

jeunes, le taux de chômage désaisonnalisé à la fin septembre 2021 n'était que légèrement supérieur au niveau d'avant la crise. Mais il était encore supérieur de 0,4 point de pourcentage chez les travailleurs de 25 à 49 ans et de 0,6 point chez les actifs de 50 à 64 ans.

**graphique 63 : Taux de chômage selon diverses caractéristiques**

valeurs désaisonnalisées, en %



source : SECO

L'augmentation maximale du taux de chômage due à la crise a été plus forte en Suisse romande et au Tessin (+1,4 point de pourcentage) qu'en Suisse alémanique (+1,0 point de pourcentage). Cependant, la reprise a été depuis lors un peu plus forte en Suisse latine. En septembre 2021, le taux de chômage moyen dépassait encore le niveau d'avant la crise de 0,37 point de pourcentage en Suisse alémanique et de 0,45 point en Suisse romande. L'évolution de la crise a également été différente d'un canton à l'autre. Par exemple, les cantons qui ont été touchés plus tôt par la première vague de la pandémie (notamment le Tessin, le Valais et Vaud) ont atteint le taux de chômage le plus élevé avant les autres cantons. La différence de structure sectorielle des cantons est également susceptible d'avoir eu une influence sur le taux de chômage : par exemple, une forte proportion d'emplois dans le tourisme s'est parfois traduite par une augmentation plus prononcée du chômage. Il faut toutefois noter que dans toutes les régions de Suisse, les effets négatifs de la crise du coronavirus sur le chômage ont été très largement amortis par le recours massif aux indemnités RHT. L'essor actuel se manifeste également dans tous les cantons, le taux de chômage désaisonnalisé ayant partout baissé par rapport à son pic de crise. La baisse observée depuis le pic a été particulièrement marquée dans les cantons touristiques du Valais, des Grisons et du Tessin.

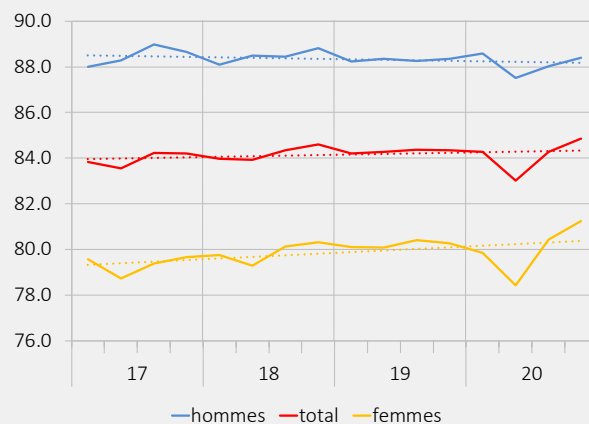
### Reprise rapide, également au niveau du taux d'activité

Les effets négatifs de la crise du coronavirus se sont reflétés principalement, mais non exclusivement, dans les

chiffres du chômage et des IRHT. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la crise du coronavirus a également entraîné une baisse significative du taux d'activité. Comme l'ont montré les données des deux derniers trimestres de 2020, ce décrochage du marché du travail, un peu plus prononcé chez les femmes, n'a eu qu'un caractère temporaire. Dès le 3<sup>e</sup> trimestre pour les femmes, et au 4<sup>e</sup> trimestre 2020 pour les hommes, le taux d'activité était revenu au niveau de la tendance à long terme indiquée par les lignes en pointillés du graphique 64. Le décrochage du marché du travail s'est principalement manifesté par le fait que les personnes sans activité lucrative ont interrompu leur recherche d'emploi pendant la phase de confinement. C'est ce qu'indique l'augmentation du nombre des personnes en principe disponibles pour débiter dans un nouveau travail et qui n'étaient temporairement pas à la recherche d'un emploi au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. La recherche d'emploi s'est à nouveau intensifiée au second semestre de 2020.

**graphique 64 : Taux d'activité (15-64 ans) par sexe**

en %, ligne pointillée : trend linéaire



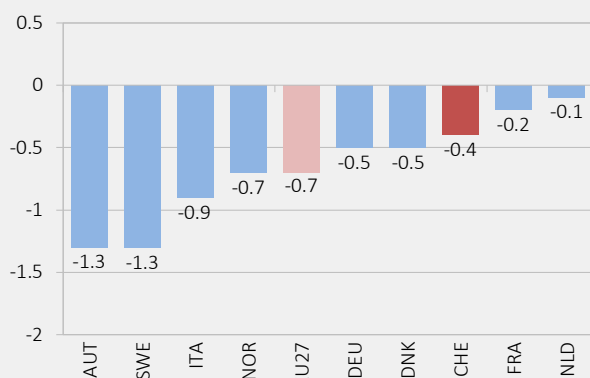
source : SECO

### Évolution du marché du travail, comparaison internationale

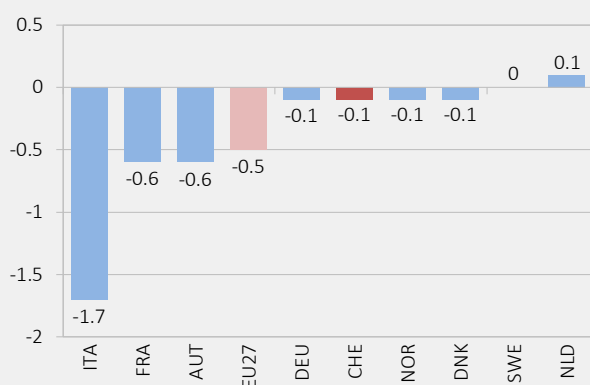
Le graphique 65 montre comment la crise du coronavirus a affecté le marché du travail dans différents pays de l'UE. Par rapport à 2019, le taux d'actifs occupés au sein de la population âgée de 20 à 64 ans dans les pays de l'UE27 a diminué en moyenne de 0,7 et le taux d'activité de 0,5 point de pourcentage, tandis que l'augmentation du taux global de chômage, comparativement modérée, n'a été que de 0,4 point de pourcentage (moyennes annuelles). Il en ressort qu'un recours accru au chômage partiel et à des dispositifs similaires dits « de maintien dans l'emploi » ont permis de limiter les effets négatifs de la crise sur le marché du travail de nombreux pays de l'UE27.

**graphique 65 : Indicateurs du marché du travail, comparaison internationale (2020 par rapport à 2019)**

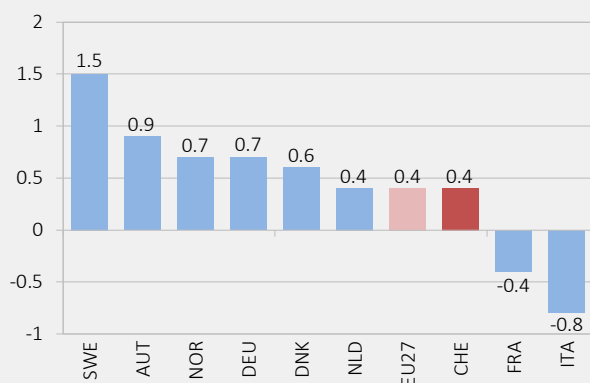
taux d'actifs occupés (20 à 64 ans)



taux d'activité (20 à 64 ans)



taux de chômage au sens de l'OIT (15 à 74 ans)



source : Eurostat

En comparaison internationale, la Suisse se caractérise par un recul de l'emploi inférieur à la moyenne et par un niveau élevé, quasiment inchangé, de participation au marché du travail. Cela s'explique certainement par le fait que les répercussions négatives sur le PIB en Suisse ont été également plus faibles que dans d'autres pays. Par ailleurs, le recours massif à l'indemnité de chômage partiel a probablement soutenu la participation au marché suisse du travail. La hausse du taux de chômage en Suisse, de 0,4 point de pourcentage, a été identique à la

moyenne observée dans l'UE27, mais en même temps plus faible que dans la plupart des pays de comparaison. À noter que l'évolution du chômage dans plusieurs pays de l'UE a été caractérisée par un décrochage plus prononcé du marché du travail. En Italie et en France, par exemple, le taux de chômage a effectivement diminué en 2020, tandis que la forte baisse du taux d'activité signale un décrochage généralisé du marché du travail. Ces personnes temporairement inactives ne sont pas prises en compte dans le taux de chômage.

### Le ciblage des mesures de stabilisation...

Afin de stabiliser l'économie et le marché du travail, des mesures ont été prises en Suisse avec deux objectifs principaux : (1) soutenir et maintenir le pouvoir d'achat des salariés et des indépendants en stabilisant l'emploi et en sécurisant les salaires ; (2) assurer la liquidité des entreprises intrinsèquement solvables et viables à long terme.

Les instruments existants de l'assurance-chômage – soit notamment l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (IRHT), l'indemnisation du chômage, le service public de l'emploi et un large éventail de mesures touchant le marché du travail (MMT) – ont pu être rapidement adaptés aux besoins de soutien se manifestant sur le marché du travail. Ces instruments ont été complétés par des mesures supplémentaires telles qu'un soutien financier ciblé sur certains secteurs et l'octroi de prêts et de contributions à fonds perdu à des entreprises particulièrement touchées.

Dans le cas de l'IRHT notamment, le cercle des ayants droit a été élargi, la durée maximale du droit a été prolongée et le délai d'attente a été suspendu. Afin de pouvoir traiter les demandes de chômage partiel dans les meilleurs délais et procéder rapidement au versement des IRHT, l'assurance-chômage a simplifié ses procédures de demande et de paiement (procédure dite sommaire), ce qui a permis d'alléger la charge administrative tant des entreprises concernées que des organes d'exécution ou des caisses d'assurance-chômage.

En outre, les bénéficiaires d'allocations de chômage ont reçu des indemnités journalières supplémentaires pendant les mois de mars à août 2020 et de mars à mai 2021, et le pouvoir d'achat des indépendants a également été soutenu grâce aux allocations de compensation des pertes de gain liées à la pandémie. Des fonds supplémentaires étaient disponibles pour les MMT de l'assurance-chômage grâce à la conception anticyclique du budget, lequel s'accroît automatiquement en cas d'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi. L'assurance-chômage a ainsi pu soutenir également de manière adéquate, dans le cadre de divers programmes, la réinsertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

### ... et leurs effets

Jouant un rôle crucial en atténuant les conséquences économiques de la crise, les mesures de stabilisation ont eu un fort impact sur l'évolution du marché du travail. C'est notamment le recours systématique à l'IRHT qui a permis d'éviter en Suisse des vagues de licenciements importantes et de circonscrire les effets négatifs de la crise sur l'emploi. Une comparaison entre pays montre que le chômage partiel et les mesures similaires de maintien de la main-d'œuvre ont largement contribué à atténuer les conséquences économiques de la pandémie<sup>15</sup>.

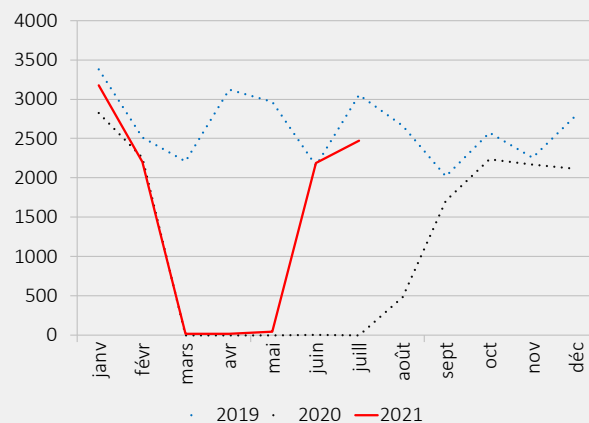
Bien que ces mesures aient recueilli un très large soutien, il n'a jusqu'à présent pas été possible de prouver qu'elles ont favorisé un retard artificiel des licenciements. La forte réduction du chômage partiel après avril 2020 s'est produite à chômage constant ou en légère baisse, ce qui plaide contre un « glissement » du chômage partiel vers le chômage. Ce constat est également corroboré par la baisse du chômage depuis le printemps 2021 et la diminution simultanée du chômage partiel.

En raison de l'extension des régimes d'aide sociale en amont – tels que l'assurance-chômage et la compensation des pertes de gain – ainsi que des autres mesures d'amortissement économique prises par la Confédération et les cantons, aucun effet significatif de la crise du coronavirus n'a été observé à ce jour dans le système d'aide sociale. Il est vrai que les ménages à faible revenu ont subi des pertes de revenus plus importantes pendant la crise que les ménages aisés et qu'ils ont dû recourir plus souvent à l'épargne. Cependant, cela ne s'est pas encore reflété dans l'aide sociale.

Les mesures de stabilisation expliquent également l'augmentation du chômage de longue durée qui coïncide avec le début de la pandémie. Grâce à la prolongation de

la durée du droit à la perception des indemnités journalières, il n'y a pas eu d'arrivées en fin de droit de mars à août 2020 et de mars à mai 2021 (graphique 66). Les personnes qui, pendant ces mois, avaient déjà perçu leurs indemnités journalières régulières n'ont pas été radiées, mais sont restées plus longtemps dans le régime d'assurance. Passé l'été 2020, le nombre des arrivées en fin de droit a de nouveau atteint un niveau similaire à celui de l'année précédente. Après l'expiration de la prolongation du droit aux indemnités journalières, il s'est produit, comme on s'y attendait, une augmentation du nombre des arrivées en fin de droit à partir de juin 2021. Elles étaient cependant presque les mêmes qu'en juin avant la crise et aucun effet de rattrapage n'a été observé jusqu'ici. Vu la normalisation de la situation sur le marché du travail et la baisse du chômage observée depuis mars 2021, de tels effets de rattrapage devraient rester limités à l'avenir.

graphique 66 : Chômeurs arrivés en fin de droit



source : SECO

Rédaction : Martin Wagenbach (SECO, Secteur Analyse du marché du travail et politique sociale)

<sup>15</sup> [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/employment/perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde\\_19991274](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/employment/perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde_19991274)



